



Climate Action
Accelerator

GUIDE DES ACTEURS NATIONAUX

Guide opérationnel pour le développement résilient
et bas carbone des ONG locales et nationales en
Afrique de l'Ouest

Table des matières

Chapitre 1

6

Introduction

- Expérience pilote: partenariats avec des ONGs en Afrique
- Pourquoi avons-nous réalisé ce travail ?
- Enseignements clés
- Périmètre du guide
- À qui s'adresse ce guide ?
- La méthodologie d'accompagnement du cycle collectif

Chapitre 2

17

"Playbook" : les solutions bas carbone et résilientes des ONGs

- Les principes communs
- Les thématiques prioritaires
- Solutions et actions
- Approches intégrées au niveau d'un projet et programme

Chapitre 3

34

Études de cas : 5 partenaires, 5 études de cas

- Introduction
- Alerte Santé
- KEOOGO
- AMCP-SP
- BEFEN
- SOS MEDECINS

Chapitre 4

46

Moyens – Mobiliser les ressources nécessaires

- Moyens organisationnels et opérationnels
- Moyens financiers

Chapitre 5

55

Annexe : Ressources et documentations clés



Remerciements

Ce guide s'appuie sur le travail du Climate Action Accelerator dans l'accompagnement de ses cinq premiers ONG partenaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Ce document représente l'aboutissement des leçons et expériences tirées de cet un premier cycle collectif, qui a débuté au début de l'année 2023. Le soutien apporté aux ONGs a été rendu possible grâce à **ALIMA**, qui a joué son rôle de catalyseur et nous a mis en contact avec ses partenaires nationaux. Nous souhaitons remercier les cinq ONGs partenaires et tous leurs membres ayant pris part à ce processus, et plus particulièrement : **Alerte Santé** (Alexis Dermbaye, Limassou Saleh), **KEOOGO** (Ousmane Sawadogo, Harouna Ouedraogo), **SOS Médecins Burkina Faso** (Karim Traoré, Habil Balado), **BEFEN** (Sani Sayadi, Mouttari Kolle) et **AMCP-SP** (Aminata Kayo, Souleymake Samake, Ibrahim Diakité).

Ce document de capitalisation a été rédigé par Zaninka Ntagungira (Chargée de programme) et Mariama Diop (Chargée de programme Afrique), avec des contributions de Birane Salane (Spécialiste finance climat). Il a été dirigé par Bruno Jochum (Directeur exécutif) et Beatrice Godefroy (Directrice de l'engagement publique), et mis en forme par Macarena Castro (Chargée de communication). Ce travail a bénéficié du soutien de toute l'équipe de l'Accelerator, et n'aurait pas été possible sans l'appui particulier d'Alexa Leblanc, Jean Colrat et Pascal Carré.

Cette version est finale, après une première version révisée par les cinq ONG nationales partenaires, ainsi que les participants de l'événement régional de l'Accelerateur à Dakar en décembre 2024.

Ce projet a été développé grâce au généreux soutien du Ministère fédéral allemand des affaires étrangères (GFFO), avec le soutien supplémentaire de la Ville de Genève.



À propos du Climate Action Accelerator

The Climate Action Accelerator est une initiative à but non lucratif basée à Genève qui vise à mobiliser une masse critique d'organisations intermédiaires dans le monde entier afin d'amplifier la mise en œuvre de solutions pour le climat, augmenter la résilience au changement climatique et contenir le réchauffement de la planète sous 2°C. Son objectif est de contribuer à faire évoluer les secteurs de l'aide, de la santé et de l'enseignement supérieur vers une transformation radicale de leurs pratiques, grâce à une augmentation exponentielle du nombre d'organisations poursuivant des cibles de réduction d'émissions (-50% d'ici 2030) et vers un avenir net zéro, conformément à l'Accord de Paris.

Pour accélérer l'action climatique et la résilience, le Climate Action Accelerator s'appuie sur trois axes d'intervention qu'il développe avec des organisations de ses secteurs cibles :

- **Rendre possible** : Donner les moyens aux organisations de renforcer leur résilience et réduire leur impact environnemental et climatique d'ici 2030, à travers un pôle d'expertise et de ressources.
- **Entraîner** : Les transformer en ambassadeurs du changement au sein de leurs réseaux, capables d'entraîner leurs écosystèmes
- **Partager** : Construire une communauté d'action globale, partageant les solutions pour le climat comme un bien commun universel, pour amplifier leur déploiement.

Depuis sa création en 2021, le Climate Action Accelerator ('l'Accélérateur') a pu mobiliser et embarquer plus de 30 d'organisations, principalement impliquées dans l'aide humanitaire, la santé, le développement et la coopération internationale. Fort de cette grande diversité d'organisations qui comprend aussi bien des organisations nationales opérant en Afrique, que des institutions internationales qui jouent un rôle central dans les interventions humanitaires à travers le monde (comme le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Médecins Sans Frontières (MSF) ou encore UNITAID), l'Accélérateur s'est distingué dans l'accompagnement des organisations, allant du calcul de leur empreinte carbone à l'élaboration de feuilles de route et l'appui à l'implémentation des solutions.

Au-delà de l'appui direct aux organisations partenaires, l'Accélérateur œuvre également pour des efforts sectoriels et la création de communautés d'action et de pratique. Grâce à un travail collaboratif, l'Accélérateur a publié en juin 2024 une feuille de route sectorielle pour la réduction des émissions dans le secteur humanitaire, un outil conçu pour guider les acteurs humanitaires vers l'atteinte de leurs objectifs climatiques et environnementaux, tout en répondant aux besoins croissants des populations et en tenant compte des risques organisationnels dans un monde de plus en plus soumis à des pressions. La production de 58 fiches solutions climatiques et de



“toolkits” thématiques pour doter les organisations d'un ensemble de ressources et de stratégies pour adapter leurs méthodes de travail, disponibles en libre accès à ce jour, constituent des réalisations majeures de l'initiative, visant à partager ces solutions comme un bien commun universel afin d'en favoriser le déploiement. Par ailleurs, depuis 2023, l'Accélérateur accompagne des ONG nationales et locales en Afrique de l'Ouest et au Sahel et organise des rencontres régionales, ce qui permet d'élargir son réseau et sa communauté d'acteurs tout en renforçant des modèles de développement résilients, durables et à faible émission de carbone dans divers contextes géographiques.





Introduction

Playbook

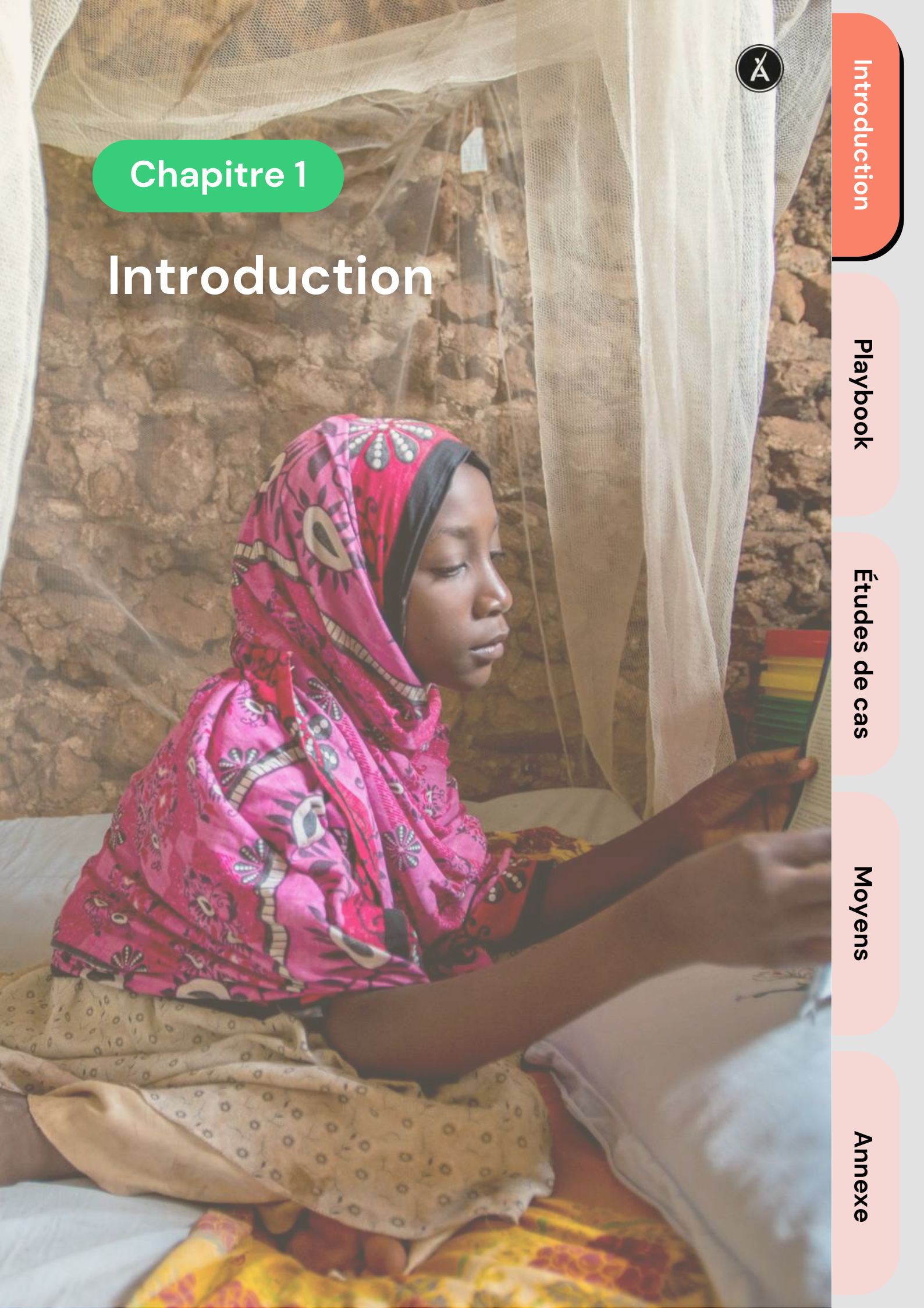
Études de cas

Moyens

Annexe

Chapitre 1

Introduction





Chapitre 1 Introduction

La réalité des bouleversements climatiques et environnementaux à l'échelle planétaire n'est aujourd'hui plus à démontrer, comme l'en témoignent les années de plus en plus chaudes qui se succèdent cette dernière décennie. Dans un communiqué de presse en mars 2024, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) précise que des records ont de nouveau été battus, tant sur les niveaux de gaz à effet de serre, les températures de surface ou encore l'élévation du niveau de la mer¹. Vagues de chaleur, pluies torrentielles et inondations, sécheresses et feux incontrôlés rythment de plus en plus la vie de centaines de millions de personnes dans le monde.

L'Afrique n'est pas épargnée par ces phénomènes; au contraire, le sixième rapport d'évaluation du GIEC (AR6, 2023)² précise que les implications du changement climatique sur l'écosystème africain sont de plus en plus préoccupantes au vu de la vulnérabilité de plusieurs pays d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est. Des perturbations généralisées telles que des sécheresses et des inondations menacent la sécurité alimentaire de millions de personnes à travers le continent. Cela entraîne un besoin croissant d'aide humanitaire et de services de santé résilients, exerçant ainsi une pression accrue sur les acteurs dont la mission est d'y répondre.

Souhaitant "ne pas nuire" ("do no harm"), les organisations de l'aide et de la société civile se retrouvent confrontées face à l'enjeu de la réduction de leur propre impact environnemental. Parfois déjà engagées en faveur de la réduction de leurs GES, elles manquent souvent des approches, connaissances techniques et ressources nécessaires pour entamer cette transition. La vision de l'Accélérateur renforce cette idée qu'un accroissement de l'aide humanitaire en Afrique et partout ailleurs, dans ce contexte d'urgence climatique, ne devrait pas s'accompagner d'une hausse massive de l'empreinte carbone de cette aide aux plus vulnérables, mais au contraire, viser un mode de développement résilient et bas carbone, respectueux de l'environnement et du climat.

Expérience pilote : partenariats avec des ONG en Afrique

L'expérience du Climate Action Accelerator en Afrique a démarré en 2021 par la collaboration avec l'ONG The Alliance for International Medical Action (ALIMA). ALIMA est une organisation humanitaire dont l'objectif est de fournir des soins de santé de qualité aux personnes les plus vulnérables, en zone de forte mortalité lors de situations d'urgence et de crises.

¹ Organisation météorologique mondiale (2024, 19 mars). Communiqué de presse sur "Les indicateurs du changement climatique ont atteint des niveaux record en 2023 : OMM".

² <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>

L'ONG franco-sénégalaise s'appuie sur un mode opératoire fondé sur le partenariat et la mise en relation des personnels de santé locaux, des ONG nationales et des instituts de recherche internationaux. Avec ses 13 millions de bénéficiaires dans le monde, majoritairement en Afrique, et conscient que le cycle de l'aide humanitaire peut posséder une empreinte carbone et de déchets considérable, ALIMA s'est engagé dans sa charte et ensuite à travers une [feuille de route](#)³ à minimiser son empreinte écologique et à favoriser des pratiques résilientes et durables. Dans cette dernière, il a été prévu d'inviter ses partenaires à la réflexion de leurs propres stratégies et engagements climatiques et environnementales. C'est un principe essentiel du Climate Action Accelerator : que ces partenaires influencent leurs écosystèmes afin de transformer l'ensemble du secteur.



Fort de cette réussite, le Climate Action Accelerator a lancé en 2023 un programme d'accompagnement pour cinq ONG nationales, partenaires d'ALIMA, toutes basées dans la région sahélienne, pour traduire et décliner ce premier travail à un niveau national et local. Les cinq ONG, désormais partenaires de l'Accélérateur, sont les suivantes :

Alerte Santé

Alerte Santé, est une ONG humanitaire médicale tchadienne, orientée vers la promotion de la santé des populations. Créée en 2010, elle mène des actions en faveur des populations vulnérables, en situations d'urgences médicales et/ou nutritionnelles ou dans des contextes de déplacements massifs.

KEOOGO

L'association KEOOGO est une organisation Burkinabè reconnue officiellement en 2004 dont la mission principale est d'offrir, via des partenariats ciblés et efficaces, des services de protection et de réhabilitation aux enfants et jeunes femmes particulièrement vulnérables.

BEFEN

BEFEN est une ONG de droit nigérien fondée en 2002. BEFEN est née de la volonté d'un groupe d'étudiants en médecine avertis des souffrances de la population, particulièrement celle de Haro banda, quartier qui abrite la faculté de médecine de l'université de Niamey. Les principaux secteurs d'intervention sont la santé primaire et secondaire, la santé de la reproduction, la nutrition, la recherche, RRM (Rapid Response Mechanism), et la santé communautaire.

³ [Feuille-de-route-ALIMA_V2_Avril2022_compr.pdf](#)

SOS Médecins

SOS Médecins – Burkina Faso est une association médicale humanitaire créée en 2006 par des acteurs de la santé humaine et d'autres personnes de la société. L'organisation s'est fixée comme mission sociale de venir au secours des populations en détresse, des populations sinistrées et des populations fragilisées du fait de la maladie, de l'âge, de l'incarcération ou de contextes sociaux ou économiques précaires.

AMCP – SP

Créée en 2010, AMCP-SP est une structure nationale humanitaire, médicale, apolitique, à but non lucratif, impartiale et indépendante. Elle est née de la volonté manifeste des individus qui partagent les mêmes visions et les mêmes objectifs au plus grand bénéfice des populations, dans le strict respect de l'éthique médicale universelle et de la déontologie professionnelle, afin de sauver des vies humaines et alléger leurs souffrances, en situations de conflits, d'épidémies, de catastrophes naturelles.



Pourquoi avons-nous réalisé ce travail ?

Dans un contexte où le changement climatique contribue à accentuer les besoins des populations vulnérables, il est crucial de développer des modèles d'aide humanitaire locaux, résilients et durables sur le plan climatique et environnemental. L'initiative du 'Grand Bargain'⁴, lancée en 2016 lors du Sommet mondial sur l'humanitaire, vise à améliorer l'efficacité de l'aide humanitaire et à renforcer la capacité des acteurs locaux. Elle appelle à une augmentation significative de l'aide locale et à un renforcement des partenariats avec les communautés affectées. Parallèlement à cet agenda de localisation, un mouvement visant à "verdir" l'appareil humanitaire — y compris ses chaînes d'approvisionnement, ses besoins en matière de déplacements, sa programmation et bien d'autres aspects — prend de l'ampleur dans le secteur. La Charte sur le Climat et l'Environnement pour les Organisations Humanitaires, qui compte aujourd'hui plus de 450 signataires, engage les acteurs à intégrer systématiquement les enjeux climatiques et environnementaux dans leurs stratégies et opérations à travers sept engagements concrets. De même, la Déclaration des bailleurs de l'aide humanitaire sur le climat et l'environnement, soutenue par 27 pays ainsi que l'Union européenne, affirme une volonté collective de créer un cadre favorable. Cela souligne l'importance de lier ces deux évolutions et de développer des synergies entre la localisation et la durabilité de l'action humanitaire. C'est ainsi qu'en collaborant étroitement avec les acteurs nationaux, c'est possible de co-construire des solutions adaptées aux spécificités locales et garantir que l'aide soit préparée et adaptée pour répondre aux défis uniques posés par le changement climatique.

L'objectif de ce premier projet pilote en Afrique, partagé avec ces cinq ONG, était de co-construire un modèle de développement durable, résilient et bas-carbone, tout en renforçant leur action médicale auprès des communautés et leur capacité à faire face aux conséquences du réchauffement climatique. L'intérêt de mener un accompagnement en cycle collectif, à la suite d'une première expérience fructueuse avec ALIMA, était de "faire grandir" la méthodologie de l'Accélérateur à travers un processus de réflexion collective, en s'inspirant mutuellement des diverses expériences apportées par ces ONG. Après une année d'intenses travaux (enquêtes, collecte de données, ateliers collaboratifs) des feuilles de routes environnementales ont pu être co-construites pour chacune des cinq ONG et la mise en œuvre des solutions prioritaires a été lancées. Ces feuilles de route sont détaillées plus loin dans le document (page 23) avec les liens vers les versions digitales.

⁴ <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>



Pour le Climate Action Accelerator, cette expansion aux partenaires africains a marqué également une étape clé dans son évolution, élargissant son champ d'action aux enjeux d'adaptation et de résilience climatique, notamment dans le domaine de la santé. En parallèle de l'accompagnement organisationnel, l'Accélérateur a également poursuivi le développement d'outils. Conçue en partenariat avec ALIMA, Alerte Santé et le ministère de la Santé du Tchad dans le cadre d'un projet pilote, l'Accélérateur a élaboré une méthode des Evaluations des Capacités et des Vulnérabilités (ECV)⁵ pour les établissements de santé dans les pays à revenus faibles et moyens. Ce projet, avec ses solutions proposées, permettra à l'hôpital de Ngouri de devenir un établissement de santé résilient et durable sur le plan environnemental (CRESH), illustrant ainsi la valeur technique ajoutée de l'Accélérateur. Les événements régionaux organisés en octobre 2023 et décembre 2024, rassemblant des centaines d'acteurs de l'aide humanitaire, de la santé, des secteurs privé, public, académique, et bien d'autres, renforcent encore davantage les synergies intersectorielles et élargissent le réseau de l'Accélérateur.

Ces différentes démarches répondent à la nécessité de soutenir plus efficacement les acteurs locaux face aux impacts croissants du changement climatique sur leurs activités, leurs bénéficiaires et leur capacité d'agir. Pour ce faire, l'Accélérateur continue de fournir un accompagnement direct, à développer des outils concrets et à organiser des moments riches d'échange et d'apprentissage. De plus, il s'engage également à étendre ses opérations en Afrique par l'ouverture éventuelle d'une antenne régionale, afin de mieux accompagner ses partenaires actuels et futurs, avec une présence de proximité et des ressources dédiées.

Ce sont ces expériences et développements qui constituent la matière de ce document de capitalisation, conçu pour bénéficier à d'autres acteurs et futurs partenaires. Des études de cas soulevant l'expérience de chaque ONG, ainsi que les enseignements clés et recommandations issus de ces partenaires pilotes sont présentés dans ce Guide.

⁵ <https://climateactionaccelerator.org/fr/ecv-climatique/>



Enseignements clés

Plusieurs enseignements généraux peuvent être tirés de cette première expérience pilote. Alors que le Climate Action Accelerator se prépare à lancer un deuxième cycle collectif en fin 2024, ces leçons clés sont essentielles pour mieux comprendre le fonctionnement des ONG locales et nationales, en ce qui concerne leurs défis rencontrés et leviers à leur disposition en matière d'action climatique et environnementale, tout en partageant des enjeux clés et priorités pour ceux qui souhaitent s'engager directement dans ce travail ou le soutenir.

Engagement dans l'action climatique et environnementale : Bien que la plupart des ONG locales et nationales en Afrique contribuent peu aux émissions du secteur, et encore moins aux émissions mondiales, elles sont pleinement engagées dans l'action climatique et environnementale. En appliquant le principe des responsabilités communes mais différenciées, leur engagement se traduit par l'adoption d'un modèle de développement durable, résilient et à faible émission de carbone, plutôt que par une absence ou un désengagement face à cette lutte mondiale qui les concerne également. Cette expérience a montré que les acteurs africains, notamment ceux proches des communautés et témoins des impacts directs, sont loin d'être réticents et sont déterminés à passer à l'action. Ils sont déjà à la manœuvre de nombreuses initiatives, du fait de leurs besoins immédiats et de ceux des communautés.

Localisation de l'aide et transition écologique : Ce cycle a également mis en lumière le lien étroit entre la localisation et la transition écologique dans le secteur humanitaire. Deux des leviers pour réduire l'empreinte carbone des organisations internationales réside dans la réduction des déplacements en avion et les achats régionaux. Cependant, il n'est pas possible de réduire les déplacements du personnel sans renforcer les capacités des acteurs locaux ni repenser les dynamiques de collaboration. De même, privilégier les achats locaux et régionaux n'est envisageable que si les marchés locaux sont encouragés et développés. Par ailleurs, parler de construction durable ou de gestion des ressources naturelles nécessite de valoriser et d'intégrer les savoirs traditionnels, souvent bien plus durables, qui existent depuis des siècles.

Accès aux ressources financières : L'accès limité des acteurs nationaux aux financements humanitaires et climatiques reste un obstacle majeur. Bien que les organisations soient prêtes à concevoir et mettre en œuvre des solutions impactantes, elles rencontrent des difficultés pour accéder aux fonds, notamment en raison des lourdeurs administratives et des critères d'éligibilité. Afin d'aborder ce défi, Climate Action Accelerator a inclus dans le cycle d'accompagnement un appui spécifique, notamment en facilitant les rencontres avec des bailleurs de fonds, en partageant des opportunités et en aidant à rédiger des plans d'action pour la mobilisation des ressources.

A partir de cette expérience, le chapitre 4 sur les moyens présente quelques outils et stratégies qui peuvent aider ces organisations à surmonter ces défis. En complément, dans le cadre de son travail sectoriel, le Climate Action Accelerator, en collaboration avec la Joint Initiative, a produit une analyse sur la manière dont les engagements climatiques et environnementaux des bailleurs influencent le financement de l'aide humanitaire. Le rapport propose des recommandations aux bailleurs et ONG internationales pour renforcer leur rôle de facilitateur auprès des ONG nationales face au déficit historique d'accès aux financements.

Rôle de l'empreinte carbone et du suivi des déchets : Réaliser une empreinte carbone et suivre sa production des déchets s'est révélé bien plus qu'un simple exercice de diagnostic. Par exemple, ce processus a permis aux ONG de découvrir la destination finale de leurs déchets, une information souvent méconnue, notamment en lien avec les enjeux de santé et de durabilité. Dans certains cas, une quantité importante de déchets pharmaceutiques a révélé un problème potentiel lié aux dons de médicaments proches de leur date d'expiration provenant d'ONG internationales. Pour d'autres, les données collectées pour l'empreinte carbone ont souligné une forte dépendance aux déplacements en voiture, les exposant aux fluctuations des prix du carburant et liant étroitement leur mission sociale et leur capacité à fournir des services essentiels à cette réalité. Ces nouvelles données ont permis aux ONG d'identifier des risques et des angles morts qui, jusqu'alors, leur échappaient.

Approches et solutions privilégiées par les ONG : Les solutions qui intéressent les ONG peuvent être perçues sous deux angles. D'une part, les organisations s'intéressent aux solutions permettant de réduire leur impact, qu'il s'agisse des émissions ou des déchets, comme améliorer la gestion des déchets, l'efficacité énergétique ou la solarisation. D'autre part, elles sont également motivées à mettre en place des solutions pour renforcer la résilience des communautés qu'elles servent, souvent au-delà de leur mandat. Par exemple, planter des arbres autour des centres de santé pour créer des zones d'ombre pour le staff, les patients et leurs proches, ou développer des systèmes d'alerte précoce via des radios communautaires en langues locales. Cette approche élargit le champ d'action possible pour les ONG, en répondant simplement aux besoins identifiés et réalités locales. Ainsi, certains acteurs souhaitent explorer des initiatives telles que la préservation des mangroves, l'agroécologie ou encore l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès du grand public.

Renforcement des capacités internes : S'engager dans ce type de démarche permet aussi de développer des compétences internes et des connaissances sur les enjeux climatiques et environnementaux, ainsi que sur les solutions. Les cinq partenaires impliqués n'avaient pas, au départ, de personnel dédié à ces questions, mais chacun a désigné un point focal pour piloter le projet. Au fil des ateliers, des collectes de données et de la construction des feuilles de route, ces référents ont acquis une solide expertise, devenant des ressources clés pour leur organisation, pouvant désormais diffuser ces connaissances au sein de leur ONG et au-delà. Le partenariat et la méthodologie adoptée tiennent compte des différents niveaux de compréhension des ONG participantes sur ces thématiques et intègrent des éléments pédagogiques solides, favorisant ainsi le transfert de connaissances.

Intérêt croissant parmi les ONG : L'intérêt suscité par d'autres ONG nationales témoigne d'une prise de conscience croissante. Lors des événements régionaux de l'Accélérateur, ainsi que par les nombreuses sollicitations que nous recevons de la part d'ONG de différentes régions, du Malawi à la RDC, un nombre croissant d'ONG à travers le continent montrent leur volonté de rejoindre l'Accélérateur et de s'engager activement dans ce qu'elles peuvent contrôler. Le lancement d'un deuxième cycle collectif en fin 2024 avec 8 ONG reflète cette volonté d'agir et démontre la répliquabilité des approches et solutions, même au-delà du secteur humanitaire, incluant des organisations de développement et d'aide plus largement.





Périmètre du guide

Ce guide est avant tout un guide de capitalisation des enseignements tirés du premier cycle d'accompagnement collectif du Climate Action Accelerator en Afrique. Il met particulièrement l'accent sur l'expérience des cinq ONG nationales ayant participé à ce cycle, enrichi par des données et des perspectives collectées à partir du travail collaboratif réalisé entre 2023 et 2024.

Ce guide apporte aussi le regard des acteurs nationaux de l'aide humanitaire au Sahel, sur les enjeux liés au climat auxquels ils font face et quelles ingénieries cohérentes avec leurs réalités peuvent être mises en œuvre pour les rendre plus résilients aux chocs climatiques.

La question du financement des feuilles de routes des ONG pour leurs transitions est aussi évoquée afin de donner une idée sur les possibilités et les principales limites pour accompagner financièrement la mise en place des solutions.

À qui s'adresse ce guide ?

Le Guide s'adresse principalement aux ONG avec des activités auprès des populations (médicale, éducation, sensibilisation, plaidoyer, alimentaire, etc...), principalement en Afrique de l'Ouest, qui souhaiteraient aller vers (ou renforcer) la résilience et une transition bas carbone de leurs activités. Il présente des solutions accessibles et adaptées aux réalités des ONG travaillant en Afrique de l'Ouest.

Ce Guide peut également servir aux programmes et bureaux en Afrique de l'Ouest des acteurs internationaux (ONG internationales, agences des Nations Unies, bailleurs de fonds humanitaires et de développement) ainsi qu'aux sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres groupements d'acteurs nationaux.

En ce qui concerne les acteurs humanitaires internationaux, la feuille de route sectorielle développée par le Climate Action Accelerator inclut un [guide opérationnel](#) visant à réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 de ces acteurs. En effet, le présent guide s'inscrit dans cette approche sectorielle de l'Accélérateur, impliquant l'ensemble du secteur, y compris les donateurs, les acteurs systémiques, ainsi que les acteurs nationaux et locaux, auxquels ce guide est spécifiquement destiné.

La méthodologie d'accompagnement du cycle collectif

La méthodologie d'accompagnement mise en place pour ce cycle collectif visait à renforcer la collaboration entre les organisations participantes tout en leur permettant de sélectionner des solutions adaptées à chaque ONG et ses enjeux de durabilité et de résilience. Ce processus sur une année, s'est déroulé en plusieurs étapes, combinant des rencontres virtuelles et des ateliers en personne. Il a été lancé en deux phases : d'abord avec deux ONGs, puis avec les trois restantes.

1. Mobilisation et engagement

- Discussions et introductions aux organisations intéressées
- Atelier de présentation et méthodologie réunissant les cinq ONGs
- Signature des lettres d'intention et des accords de partenariat

2. État des lieux

- **Lancement et problématisation** – Lancement du processus et discussion collective sur les questions d'adaptation, de résilience et de durabilité
- **Descriptif organisationnel et enquête sur les pratiques** – Recueil des informations organisationnelles et programmatiques par ONG, sur les pratiques et solutions en place ainsi que les risques constatés

3. Choix des priorités thématiques

- **Priorisation des solutions et des actions** – A partir d'un large catalogue, choix des priorités thématiques par ONG, selon leur fonctionnement et types de projets (santé, développement, protection, etc...)

4. Construction d'une feuille de route

- **Lancement de l'écriture de la feuille de route** – Définition de la structure du document et de ses horizons, ainsi que la sélection des engagements clés, des moyens à engager et des projets prioritaires

5. Déploiement et financement des actions clés

- **Enjeux et opportunités de financement** – Partage des défis et opportunités existants, rencontre des bailleurs, présentation des adaptations possibles et des stratégies de déploiement des actions clés.

6. Présentation des feuilles de route

- **Publication et présentation** – Finalisation, mise en forme et publication des feuilles de route, avec une présentation des solutions ou projets phares à une audience globale et la communauté de pratiques et d'action du Climate Action Accelerator.



Introduction

Playbook

Études de cas

Moyens

Annexe

Chapitre 2

"Playbook"

Les solutions bas carbone et résilientes des ONGs

Chapitre 2 “Playbook”

Les solutions bas carbone et résilientes des ONG

Les principes communs

Adopter des principes communs permet non seulement de coordonner les actions, mais aussi d’assurer une cohérence, une comparabilité et un impact plus collectif. Ces principes sont le fruit de plus d’un an de travail, d’échanges sur les valeurs et d’engagements pris par les ONG du premier cycle collectif et résument les apprentissages et les ambitions qui ont émergé de ce processus collaboratif.

Les ONGs qui rejoignent la communauté du Climate Action Accelerator partagent ces principes fondamentaux, reflétant une vision commune face à l’urgence climatique et environnementale. Elles s’engagent à agir sur les leviers qu’elles contrôlent directement, à adopter une transparence exemplaire dans leurs actions et à jouer un rôle actif en tant qu’ambassadrices du changement, inspirant et mobilisant leurs réseaux pour inspirer et amplifier une transformation collective à l’échelle des secteurs et des communautés. Voici les principes clés à adopter, qui incarnent cette vision commune :

1. Assumer une responsabilité propre et utiliser l’influence de l’organisation auprès d’autres acteurs

- Agir sur ce qui est sous leur contrôle, en prenant des engagements et en lançant des actions à chaque fois que cela est possible.
- Montrer l’exemple et utiliser leur d’influence pour inspirer leurs partenaires, fournisseurs et réseaux à adopter des pratiques durables, résilientes et bas-carbone.

2. Protéger et renforcer la mission sociale de l’organisation

- Maintenir leur capacité à fournir des programmes de qualité pour les populations les plus vulnérables.
- S’assurer que leurs activités ne nuisent ni aux populations ni à leur environnement et qu’elles renforcent leur résilience.

3. Privilégier des approches intégrées pour et avec les populations

- Mettre en œuvre des solutions qui unissent adaptation, résilience et atténuation, avec des co-bénéfices pour les populations et l’environnement.
- Autant que possible, veiller à ce que les actions en faveur du climat ne nuisent pas à l’environnement et aient un impact positif sur la biodiversité.

4. Agir avec modération et responsabilité dans l'utilisation des ressources

- Face à la pression sur les ressources, adopter un état d'esprit de modération dans leurs pratiques et de gestion sobre des ressources, en favorisant l'utilisation efficace et évitant le gaspillage
- Réduire la consommation et favoriser des alternatives durables pour les sources d'énergies, les achats de biens et de services et les modes de transport.

5. S'engager à la transparence et au partage des données

- Suivre, évaluer et rendre compte des progrès réalisés, en s'ajustant quand cela est nécessaire pour des actions plus durables et résilientes
- Partager ouvertement leurs outils et bonnes pratiques pour accélérer la transition collective et inspirer un changement au niveau national, régional et sectoriel.

6. Collaborer de manière audacieuse et soutenue

- S'ouvrir à des collaborations innovantes avec d'autres acteurs et dans différents secteurs, en brisant les silos pour co-crée des solutions durables.
- Organiser et participer à des opportunités d'apprentissage mutuel et de partage d'expériences, pour renforcer les capacités, accélérer la diffusion des connaissances et réaliser des économies d'échelle.

7. Mobiliser, sensibiliser et impliquer les communautés accompagnées

- Sensibiliser les communautés desservies aux impacts et aux solutions pour développer des capacités d'adaptation et de résilience locale.
- Renforcer les compétences de leurs équipes pour la mise en œuvre des actions, en stimulant une culture d'apprentissage collective et continu.





Les thématiques prioritaires : lesquelles et pourquoi ?

Les thématiques sur lesquelles les organisations peuvent déployer des solutions environnementales et climatiques dépendent de leurs besoins spécifiques et des enjeux propres à leurs contextes.

À l'issue de ce premier cycle d'accompagnement, cinq thématiques se dégagent, sur lesquelles les ONG participantes ont choisi de concentrer leurs solutions, reflétant ainsi leurs priorités. Bien que ces thématiques ne soient pas exhaustives (le catalogue de solutions présenté plus loin va au-delà), elles traduisent fidèlement les enjeux environnementaux majeurs auxquels les ONG du Sahel et les communautés avec lesquelles elles travaillent étroitement sont confrontées. Le fait que ces priorités se retrouvent dans la plupart des feuilles de route environnementales des ONG renforce l'idée que ces organisations constituent un baromètre privilégié des problématiques locales.

Gestion et réduction des déchets

La problématique de la gestion des déchets en Afrique est plus présente que jamais face à la croissance démographique et à l'urbanisation rapide. Le péril plastique est particulièrement préoccupant pour les communautés, avec une augmentation exponentielle des déchets plastiques non traités, liée au changement des pratiques et des modes de vie des populations. Les déchets biomédicaux représentent aussi un risque émergent dans les pays africains et leur gestion est primordiale. Une des ONG du cycle collectif, AMCP – SP au Mali, a axé son projet phare autour de la gestion des déchets biomédicaux générés par ses centres de santé de référence; l'étude de cas autour de ce projet est présentée de manière détaillée plus loin dans le document.

Les solutions liées à la thématique générale de la gestion des déchets suscitent un intérêt accru, car, au-delà des actions visant à réduire la production de déchets, la gestion des déchets peut se transformer en opportunité. Les initiatives de recyclage, par exemple, permettent non seulement de réduire la pollution, mais aussi de créer des emplois dans des filières émergentes, renforçant l'impact des ONG dans les économies locales.

Énergies renouvelables

L'accès à l'énergie, en particulier à l'électricité, demeure un défi majeur pour de nombreuses communautés en Afrique, tant en termes de disponibilité que de son poids dans les budgets des ménages. Les énergies renouvelables offrent une opportunité d'améliorer cet accès tout en réduisant la dépendance des consommateurs aux fluctuations des marchés extérieurs et aux chocs qu'ils engendrent. Il est donc naturel que la promotion des énergies renouvelables s'impose comme un levier essentiel pour renforcer la résilience des organisations et des communautés qu'elles accompagnent. C'est l'exemple de l'ONG KEOOGO au Burkina Faso, qui dans une logique de gérer le fonctionnement de son village d'accueil sous une approche One Health, a prévu de renforcer l'utilisation de l'énergie solaire pour assurer les besoins des pensionnaires.



Agroécologie et biodiversité

Avec une région sahélienne confrontée à la désertification et aux défis liés à la sécurité alimentaire, l'agroécologie joue un rôle crucial grâce à des pratiques agricoles durables qui préservent les sols et optimisent les ressources naturelles. La plantation d'arbres fruitiers, par exemple, constitue une solution plébiscitée dans le cadre du premier cycle d'accompagnement du Climate Action Accelerator en Afrique, en raison des multiples opportunités qu'elle offre : enrichir les sols grâce à leurs racines qui limitent l'érosion, fournir des fruits, réguler la température et offrir un abri et de l'ombre, restaurer la biodiversité en créant des habitats pour des espèces essentielles. L'ONG BEFEN, au Niger, promeut par exemple la plantation d'arbres et de végétaux variés, endémiques et résilients, autour des hôpitaux de district qu'elle appuie. Cette initiative vise à la fois à protéger les infrastructures contre la pression éolienne et l'érosion, et à offrir des espaces d'ombrage pour le personnel soignant, les patients et leurs familles. De son côté, l'ONG SOS Médecins, au Burkina Faso, consciente du potentiel de cette thématique à générer des opportunités professionnelles, a mis en place des formations en agroécologie dans un centre de réinsertion qu'elle accompagne.



Construction durable

La construction durable en Afrique est une solution essentielle pour faire face aux défis climatiques, notamment l'intensification des vagues de chaleur. Certaines solutions promeuvent l'utilisation de matériaux locaux, pour construire des bâtiments à forte inertie thermique, capables de maintenir des températures intérieures plus fraîches. Ces techniques, parfois profondément ancrées dans des pratiques traditionnelles, combinées à des innovations telles que les toits végétalisés ou des systèmes de ventilation naturelle, réduisent le besoin en climatisation et l'impact énergétique. En offrant un rempart contre les vagues de chaleur récurrentes et une meilleure consommation, elle éveille un grand intérêt chez les ONG dans ces zones. L'ONG KEOOGO au Burkina Faso, qui a choisi d'intégrer l'approche One Health dans le village mis en place pour leurs bénéficiaires, a mis en œuvre des pratiques de construction bioclimatique pour mieux réguler, de manière naturelle, la température des pièces.

Sensibilisation et éducation environnementale

Cette thématique est essentielle pour les ONG locales et nationales en Afrique, car elle constitue un outil clé pour renforcer la résilience des communautés face à la crise climatique et environnementale, en particulier son impact sur la santé. L'ONG Alerte Santé au Tchad, a par exemple mis un point d'honneur à la diffusion de données fiables et multilingues sur les précipitations, les températures et les risques climatiques, permettant aux acteurs locaux de mieux planifier leurs activités agricoles. À travers ces actions, les organisations s'engagent à accompagner les communautés à mieux comprendre les enjeux, leurs conséquences, et à adopter des pratiques résilientes pour y faire face.

Solutions et actions

Si vous êtes une ONG locale ou nationale opérant dans cette région, nous vous encourageons à vous inspirer de ce catalogue de solutions et à l'utiliser comme ressource pour engager votre transition vers un modèle de développement résilient et bas carbone au sein de votre organisation.

- Une icône 📖 signale qu'un toolkit est disponible sur ce sujet
- Une icône 📝 indique que cette action est associée à une fiche solution.

Vous trouverez les liens vers toutes ces ressources en **annexe**.

Energie et efficacité énergétique des bâtiments 📖

Réduire la consommation en énergie des bâtiments

- 📝 Éteindre tous les équipements la nuit, le week-end, ainsi que ceux non utilisés pendant la journée.
- 📝 Opter pour des équipements à faible consommation d'énergie (éclairage LED, climatisation, imprimantes, etc...).
- 📝 Réduire l'utilisation abusive de la climatisation, en sensibilisant le personnel et en mettant en place des politiques de température de confort.
- 📝 Utiliser des équipements de climatisation alternatifs à faible consommation, par exemple des refroidisseurs d'air ou des ventilateurs.
- 📝 Installer des dispositifs de régulation comme des détecteurs de mouvement pour l'éclairage et des thermostats.

S'engager dans la construction et la rénovation durable des bâtiments

- 📝 Privilégier la rénovation à la construction.
- 📝 Encourager la conception durable et adapter l'orientation pour maximiser la ventilation naturelle et l'utilisation de la lumière du jour.
- 📝 Utiliser des matériaux à forte inertie thermique (comme la terre cuite, la pierre ou le typha) pour réduire la consommation d'énergie durant les périodes de froid ou de chaleur.
- 📝 Tester des toits blancs, toits végétalisés, tour à vent ou des cheminées de ventilation permettant de baisser les températures intérieures et une meilleure qualité de l'air.
- 📝 Atténuer les risques d'inondation en renforçant la perméabilité du sol et favorisant l'écoulement naturel de l'eau (aménager des bassins d'orages, planter des arbres, créer des zones d'infiltration).
- Limiter les déchets de construction et réutiliser ou donner les matériaux non utilisés.



Vulgariser l'utilisation des énergies propres et renouvelables

- ✎ Produire de l'énergie renouvelable (photovoltaïque, solaire thermique, petit hydraulique, petit éolien) en utilisant des compétences locales ou des partenariats externes.
- ✎ Installer des chauffe-eaux solaires thermiques et des systèmes photovoltaïques de pompage de l'eau ou de ventilation.
- ✎ Lorsque cela est disponible, souscrire à un fournisseur d'énergie à faible émission de carbone pour les bureaux et les missions.
- ✎ Limiter l'utilisation de générateurs à combustible en tant que système de secours et une fois les mesures d'économie d'énergie appliquées.
- Développer une énergie biodigesteur à partir des déchets organiques (fosses septiques, compostage...).

Gestion des déchets

Certaines des solutions liées à la gestion des déchets seront répétées dans d'autres domaines en raison de la transversalité de la gestion des déchets.

Réduire la pollution liée aux déchets

- ✎ Contrôler régulièrement la production de déchets et mettre en œuvre un plan de gestion des déchets.
- ✎ Réparer, réutiliser, recycler et reconditionner les objets dans la mesure du possible.
- ✎ Faire le tri systématique des déchets en fonction de leur origine ou de leurs caractéristiques (dangereux/non dangereux, etc.) et les collecter dans des conteneurs appropriés.
- ✎ Mettre en place un système de transport des déchets recyclables entre les terrains et les capitales.
- Identifier les destinations finales les plus appropriées pour chaque type de déchets et considérer la sous-traitance à des opérateurs locaux ou régionaux.
- ✎ Composter les restes de nourriture et identifier des partenaires locales pour en valoriser les ressources.
- ✎ Organiser des séances de sensibilisation, diffuser les politiques et les manuels de bonnes pratiques auprès des différentes parties prenantes.

S'appuyer sur les dynamiques communautaires pour une gestion des déchets d'ensemble

- Centraliser un système de collecte et de traitements des déchets dans les communautés.
- Mettre en place des sites de compostage communautaires de proximité.
- Sensibiliser et communiquer avec le niveau micro (communautaire) sur la collecte, le tri et le traitement des restes d'aliments.
- Élaborer des plateformes de sensibilisation accessibles aux communautés en œuvrant sur la gestion des déchets domestiques.



Éviter et réduire les déchets dès la phase d'achats

- ✎ Améliorer la planification de la demande, la gestion des stocks et les prévisions pour réduire les excédents de stocks et le gaspillage.
- ✎ Opter pour des articles ou services alternatifs ayant un impact réduit sur le climat, les déchets et l'environnement, en commençant par les articles principaux achetés.
- ✎ Utilisez des alternatives aux articles à usage unique, en particulier les articles en plastique.
- ✎ Réduire la quantité d'emballages primaires et secondaires, et utiliser des matériaux d'emballage autre que le plastique.
- ✎ Privilégier les emballages réutilisables ainsi que les matériaux d'emballage recyclés et recyclables. Éviter l'utilisation de carton laminé.

Réduire les déchets numériques DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques)

- ✎ Privilégier l'achat de matériel reconditionné et facilement réparable, sans compromettre la qualité.
- ✎ Mettre fin au renouvellement automatique des équipements dans les politiques d'acquisition et étendre leurs durées de vie à 5-6 ans.
- ✎ Faire don localement d'équipements informatiques fonctionnels mais inutilisés.
- ✎ Éviter que les déchets électroniques finissent dans des décharges à ciel ouvert et les confier à des entreprises spécialisées dans la gestion et le recyclage des déchets électroniques.

Gestion durable des ressources en eau

Préserver les ressources en eau et assurer le traitement des eaux usées

- ✎ Recueillir et stocker l'eau de pluie.
- ✎ Séparer les réseaux d'eau potable des systèmes d'assainissement dans les nouvelles constructions afin d'éviter le gaspillage de l'eau potable.
- ✎ Recycler l'eau en utilisant les eaux grises dans les installations grâce à des systèmes spécifiques.
 - Recycler les eaux usées traitées à des fins agricoles et tester l'irrigation par l'eau de pluie.
- ✎ Utiliser des techniques naturelles de traitement des eaux usées telles que la phyto-épuration ou le lagunage (série de bassins de rétention).
- ✎ Promouvoir l'utilisation des toilettes sèches en restant en adéquation avec les us et coutumes de la zone.



Agroécologie et biodiversité

Protéger et valoriser les espaces verts

- ✎ Utiliser des pratiques d'entretien des espaces verts respectueuses de l'environnement pour protéger et favoriser la santé des écosystèmes.
- ✎ Identifier des espaces urbains délaissés et développer des jardins communautaires.
- ✎ Planter des arbres et des végétaux endémiques et résilients dans les bureaux et sur les sites des missions.

Renforcer les pratiques d'agriculture durable

- Utiliser les engrais naturels comme le compost pour augmenter le nombre de microorganismes vitaux dans le sol.
- Privilégier les pesticides et herbicides naturels pour les cultures.
- ✎ Promouvoir la diversification des cultures et les polycultures en intégrant des techniques combinées telles que l'élevage, le maraîchage et l'arboriculture.
- Revaloriser les savoir-faire traditionnels (comme la technique du zaï).

Réduire les achats qui ont un impact négatif sur la biodiversité

- ✎ Éviter les produits présentant un risque élevé d'effets négatifs sur le climat et l'environnement (déforestation et surpêche) et privilégier les produits portant un label écologique.
- ✎ Autant que possible, acheter des produits exempts de pesticides et de produits chimiques, notamment des aliments biologiques.



Achats de biens et de services

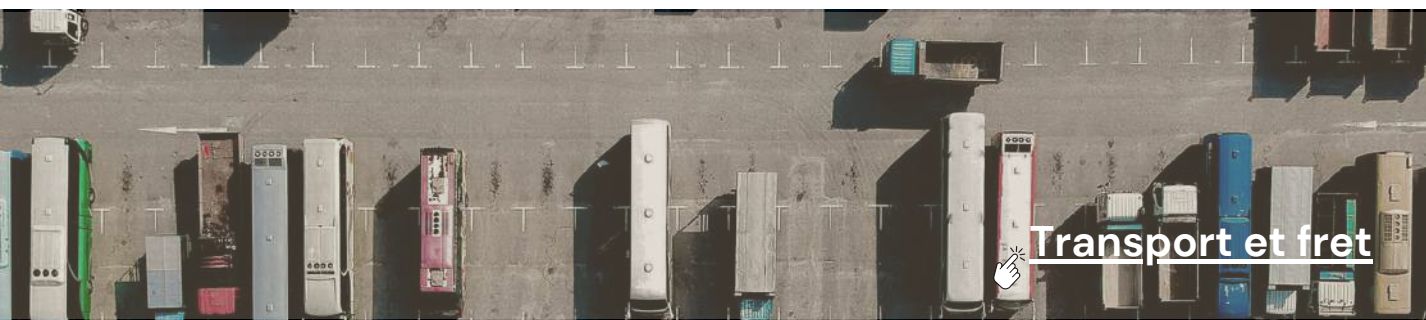
Optimiser l'efficacité et la planification pour limiter les achats

- ✎ Améliorer la planification de la demande, la gestion des stocks et les prévisions pour réduire les excédents de stocks et le gaspillage.



Acheter des produits à faible impact carbone et environnemental

- ✎ Opter pour des articles ou services alternatifs ayant un impact réduit sur le climat, les déchets et l'environnement, en commençant par les articles principaux achetés.
- ✎ Mettre en place des critères environnementaux et climatiques pour les achats par catégorie.
- ✎ Privilégier la production locale ou régionale pour les articles lourds ou volumineux si la qualité peut être assurée au même niveau que l'achat international.
- ✎ Utilisez des alternatives aux articles à usage unique, en particulier les articles en plastique.
- ✎ Réduire la quantité d'emballages primaires et secondaires, et utiliser des matériaux d'emballage autre que le plastique.
- ✎ Privilégier les emballages réutilisables ainsi que les matériaux d'emballage recyclés et recyclables. Éviter l'utilisation de carton laminé.



Transport et fret

Effectuer des voyages professionnels plus durables

- ✎ Réduire le nombre de kilomètres parcourus en avion, en passant autant que possible aux réunions et événements en ligne.
- ✎ Réduire le nombre de participants par voyage ou mission.
- ✎ Optimiser le choix des lieux afin de réduire les distances des déplacements nécessaires.
- ✎ Choisir des vols directs chaque fois que cela est possible et fixer la classe économique comme règle standard.

Favoriser des modes de trajets quotidiens moins émissifs

- ✎ Prévoir des incitations financières pour encourager la mobilité douce, notamment en prenant en charge les frais de transport public des employés.
- ✎ Encourager la municipalité à proposer et améliorer les transports publics.
- ✎ Encourager le covoiturage, par exemple en mettant en place un système de covoiturage interne, ou s'associant à d'autres organisations proches.



S'engager vers le fret plus écologique

- ✎ Privilégier le fret maritime et limiter autant que possible le fret aérien aux urgences et aux produits obligatoires.
- ✎ Augmenter les livraisons directes des fournisseurs aux missions et projets.
- ✎ Mutualiser les envois et les conteneurs avec d'autres acteurs.

Gérer son parc automobile de manière écoresponsable 📄

- ✎ Adapter le choix des véhicules aux besoins et acheter les moteurs les plus économes en carburant.
- ✎ Limiter et optimiser l'utilisation des véhicules.
- ✎ Entretenir et réparer régulièrement les véhicules.



Numérique responsable

Rendre l'utilisation des équipements et services numériques plus durables

- ✎ Utiliser de services basés sur le "cloud" pour réduire la nécessité d'infrastructure informatique physique.
- ✎ Privilégier l'achat de matériel reconditionné et facilement réparable, sans compromettre la qualité.
- ✎ Choisir des équipements certifiés par un label écologique (par exemple EU ecolabel, Blue Angel, TCO, Energy Star, EPEAT).
- ✎ Renouveler le matériel informatique uniquement lorsqu'il est irréparable ou obsolète pour l'usage prévu. Mettre fin au renouvellement automatique des équipements dans les politiques d'acquisition.
- ✎ Faire don localement d'équipements informatiques fonctionnels mais inutilisés.
- ✎ Éviter que les déchets électroniques finissent dans des décharges à ciel ouvert et les confier à des entreprises spécialisées dans la gestion et le recyclage des déchets électroniques.

Événements éco-responsables

Réduire l'impact climatique et environnemental des événements

- ✎ Choisir le lieu de l'événement de manière à minimiser les déplacements des participants.
- ✎ Minimiser la consommation d'énergie pendant l'événement en optimisant la climatisation et l'éclairage.
- ✎ Organiser des événements sans papier, interdire le plastique à usage unique et rationaliser la distribution des cadeaux pour la conférence.
- ✎ Réduire l'impact de la restauration en diminuant la quantité de viande, de poisson et de produits laitiers dans les repas et proposer des alternatives adaptées au contexte local.
- ✎ Travailler avec le traiteur pour réduire les déchets alimentaires.

Sensibilisation interne et externe

Promouvoir des bonnes pratiques de bureau

- ✎ Fixer un palier minimum de climatisation entre 23° et 25° (écart maximum de 6° avec la température extérieure).
- ✎ Configurer tous les équipements informatiques en mode économique par défaut, y compris les imprimantes.
- ✎ Interdire le plastique à usage unique au bureau. Fournir des ustensiles réutilisables au personnel.

Former et impliquer le personnel dans l'action

- Mettre en place un comité interne pour susciter un changement de comportement en interne.
- Utiliser une signalisation simple et des outils de communication pour sensibiliser le personnel aux bonnes pratiques de bureau en faveur du climat et de l'environnement.
- Organiser, promouvoir ou proposer d'inscrire le personnel à des ateliers de sensibilisation pratiques tel que « la fresque du climat ».
- Mettre en place un mécanisme de suivi et évaluation à l'aide d'indicateurs appropriés pour mesurer le progrès de la mise en œuvre des interventions.

Sensibiliser et renforcer les capacités des communautés

- Sensibiliser les populations sur les enjeux climatiques et environnementaux, leurs divers impacts et les solutions existants.
- Développer des formations sur des thèmes spécifiques (agroécologie, énergie solaire, etc...) pour renforcer leurs capacités et résilience.
- Promouvoir l'éducation environnementale dans les écoles et autres instances.

Cartographie des expertises régionales

Conscients que les ONG peuvent avoir besoin d'identifier les acteurs vers lesquels se tourner pour mettre en œuvre des solutions de transition écologique et de résilience climatique, le Climate Action Accelerator a élaboré une cartographie de prestataires de services pouvant accompagner les organisations dans ces démarches.

Cette cartographie, non exhaustive, est régulièrement mise à jour, au gré des expériences de l'Accélérateur et surtout de celles de ses partenaires, notamment en Afrique. À ce jour, elle couvre les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Tchad et Sénégal.

Les expertises répertoriées dans cette cartographie sont organisées autour de cinq thématiques principales :

- Agroécologie
- Gestion des déchets
- Énergie renouvelable
- Eau et construction durable
- Formation, sensibilisation et éducation environnementale

Vous pouvez consulter la cartographie des expertises [sur ce lien](#).

*** Les prestataires inclus dans cette cartographie ont été sélectionnés sur la base du caractère écologique de leurs activités et de leur accessibilité pour des clients potentiels. Si vous connaissez un prestataire qui peut contribuer à des actions de transition dans l'une de ces thématiques et qui ne figure pas encore dans cette cartographie, n'hésitez pas à nous contacter pour une mise à jour !*



Approches intégrées au niveau d'un projet et programme

Les solutions décrites ci-dessus offrent aux ONG la possibilité d'adopter de bonnes pratiques durables à un niveau organisationnel, c'est-à-dire de manière transversale au sein de l'ensemble de l'organisation. Une autre approche pour mener une transition écologique consiste à l'intégrer dans un programme ou un projet spécifique, en appliquant des solutions environnementales et climatiques dans un cadre bien défini et ciblé, comme un hôpital.

Ci-dessous, nous présentons un exemple d'approche intégrée dans un contexte spécifique : l'hôpital de Ngouri, au Tchad, mis en œuvre par Alerte Santé, ALIMA et le Climate Action Accelerator.

Contexte

L'Hôpital de Ngouri, situé dans la région du Lac au Tchad, fait face à plusieurs défis environnementaux majeurs, y compris de l'insécurité alimentaire, des inondations, des vagues de chaleur et des sécheresses. Le District Sanitaire de Ngouri est également confronté à des problèmes liés aux conflits, notamment l'insécurité provoquée par des groupes comme Boko Haram, ce qui a des impacts sur la santé des populations. Les ONG ALIMA, Alerte Santé, et le Climate Action Accelerator se sont associées à l'Hôpital de Ngouri et le ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale du Chad pour renforcer la résilience climatique de l'hôpital et améliorer sa durabilité écologique.

Description du projet

Une approche basée essentiellement sur une méthodologie participative visait à évaluer la vulnérabilité et les capacités de l'hôpital de Ngouri face aux risques liés au changement climatique et à développer un plan de résilience durable. Une équipe multidisciplinaire, comprenant des représentants des ONG et des acteurs locaux, a mis en place une Évaluation de Capacité et de Vulnérabilité (ECV) en cinq étapes. Les ECVs sont la pierre angulaire des activités de réduction des risques de catastrophes. Elles permettent d'identifier les risques pour lesquels des actions d'atténuation peuvent être entreprises, contribuant ainsi à améliorer la résilience du système. La méthodologie a consisté en cinq étapes : une revue rapide de la littérature, un audit des installations, des groupes de discussion qualitatifs, l'élaboration d'une matrice de solutions, et un processus participatif de hiérarchisation des priorités pour produire le plan d'adaptation de l'hôpital de Ngouri.

Résultats de l'ECV

L'évaluation a permis de dresser un registre détaillé des risques climatiques, comprenant des dangers directs (comme l'augmentation de la mortalité due au paludisme et les pénuries alimentaires), des risques indirects (tels que les coupures de courant affectant l'approvisionnement en oxygène), et les impacts sur l'hôpital (défaillance des infrastructures et pénurie de personnel médical). La liste finale des solutions comprenait 35 propositions, dont 22 ont été retenues comme prioritaires pour renforcer la résilience de l'hôpital. Parmi celles-ci, on trouve des solutions structurelles (comme la planification anticipative et l'amélioration de la gestion des déchets) et des solutions programmatiques (telles que la sensibilisation communautaire et les programmes de nutrition).

Leçons apprises

À notre connaissance, il s'agit de la première évaluation ou activité de renforcement de la résilience face au changement climatique mise en œuvre et documentée dans ce type de contexte, et de nombreuses leçons ont été tirées pour informer des initiatives similaires dans des contextes comparables.

1. **Priorité à la résilience climatique dans les zones à faibles ressources** : Dans ces contextes, la résilience climatique est plus urgente que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, car les systèmes de santé sont souvent peu performants face aux risques climatiques.
2. **Adaptation du processus VCA aux spécificités locales** : Le processus VCA a été ajusté pour tenir compte des particularités du contexte local, en particulier l'insécurité et la précarité alimentaire.
3. **Solutions ciblées sur les risques climatiques** : Les solutions identifiées ne se limitaient pas à renforcer les systèmes de santé en général, mais incluaient des interventions spécifiques face aux risques climatiques identifiés, comme l'anticipation des saisons de maladies.

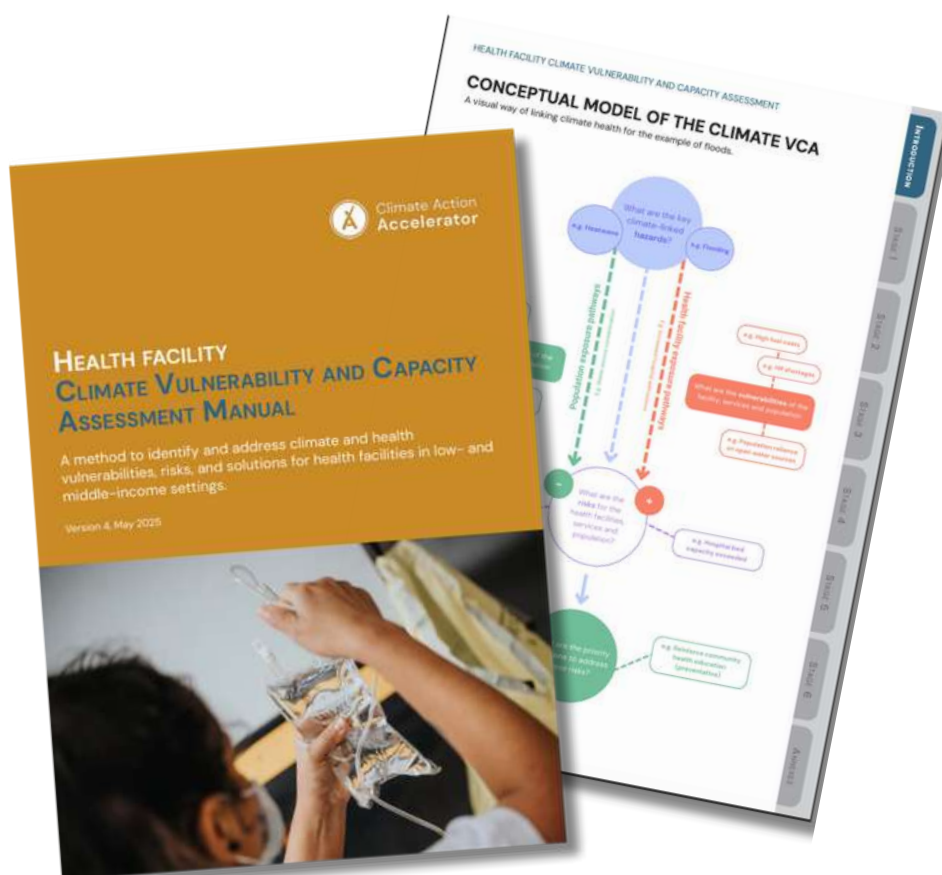
Impact et applicabilité

Cette méthodologie participative pour évaluer les vulnérabilités climatiques et les capacités d'adaptation dans les établissements de santé est adaptable à d'autres hôpitaux dans des contextes similaires, notamment dans la région du Sahel. Le plan d'amélioration des infrastructures de l'Hôpital de Ngouri offre un modèle qui peut être appliqué à d'autres établissements de santé, avec des ajustements selon les spécificités locales. Le projet a permis de former le personnel de santé, de sensibiliser les communautés et d'impliquer divers acteurs dans la mise en place de solutions durables pour la santé dans un contexte de fragilité au changement climatique.

sensibiliser les communautés et d'impliquer divers acteurs dans la mise en place de solutions durables pour la santé dans un contexte de fragilité au changement climatique.

Cet outil fournit une méthode concrète et répliquable pour évaluer les vulnérabilités climatiques dans les établissements de santé et élaborer des stratégies pour renforcer leur résilience face aux impacts du changement. Les leçons tirées soulignent l'importance de l'engagement communautaire, de la collaboration interdisciplinaire et d'une gestion efficace des données dans l'exécution de processus participatifs.

Explorez la boîte à outils ici. Découvrez dans les annexes la matrice complète montrant une liste de **risques** climatiques classés par ordre de priorité et les **solutions** correspondantes d'atténuation et de préparation : <https://climateactionaccelerator.org/fr/ecv-climatique/>





Introduction

Playbook

Études de cas

Moyens

Annexe

Chapitre 3

Études de cas

5 partenaires, 5 études de cas



Chapitre 3 Études de cas

5 partenaires, 5 études de cas

Le cycle collectif du Climate Action Accelerator a permis de co-construire des feuilles de route environnementales pour les cinq ONGs participantes. Cette approche collective a favorisé un apprentissage mutuel, mettant en lumière tant des enjeux communs que des priorités spécifiques à chaque organisation. Les études de cas ci-dessous illustrent ces particularités à travers les projets phares de chaque ONG. **Découvrez ces projets et accédez aux liens vers leurs feuilles de route pour en savoir plus sur leurs engagements et solutions.**

ALERTE SANTE

Découvrez leur feuille de route [sur ce lien](#)
KEOOGO

Découvrez leur feuille de route [sur ce lien](#)
AMPC-SP

Découvrez leur feuille de route [sur ce lien](#)
BEFEN

Découvrez leur feuille de route [sur ce lien](#)
SOS MEDECINS

Découvrez leur feuille de route [sur ce lien](#)




Alerte Santé | Système d'alertes précoces sur les liens entre le climat et la santé



La mise en place d'un système de prévention et de gestion des risques liés **au changement climatique, à l'agriculture et à la santé** constitue le projet phare de la feuille de route d'Alerte Santé.

Pourquoi ce projet phare ?

Le Tchad manque d'études approfondies sur les projections et l'évolution des aléas climatiques, limitant sa capacité à prévenir et gérer les risques liés au changement climatique. L'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM) dispose de données climatiques à court, moyen et long terme par localité, mais leur diffusion reste très limitée, notamment dans les zones rurales. Dans un pays où l'économie repose majoritairement sur le secteur primaire (occupant près de 80 % de la population), ces informations sont essentielles pour permettre aux agriculteurs et éleveurs de mieux planifier leurs activités face aux aléas climatiques tels que les sécheresses et les inondations.

En parallèle, le secteur de la santé est également impacté par les variations climatiques, avec une prévalence accrue de maladies d'origine hydrique et vectorielle, particulièrement récurrentes dans certaines régions du pays. Informer les populations sur les risques sanitaires liés au climat renforce donc la prévention et la résilience. Ainsi, le développement de systèmes d'information accessibles, associé à des campagnes de sensibilisation, est indispensable pour atteindre les groupes vulnérables et permettre des décisions éclairées pour améliorer leur bien-être et leur sécurité alimentaire.

Principales réalisations

Pour mettre en œuvre cette action de prévention et de gestion des risques liés au changement climatique, l'objectif est de concevoir et diffuser des informations météorologiques et climatiques adaptées aux secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement. Cette diffusion est renforcée par des émissions radio et des spots abordant les risques climatiques, environnementaux, les conflits communautaires et les maladies endémiques ou épidémiques.

Alerte Santé, consciente de l'importance d'impliquer les institutions nationales en charge du climat, a établi un dialogue avec la Direction de l'ANAM. Celle-ci a participé à l'Assemblée Générale Extraordinaire d'Alerte Santé, où des informations clés sur les prévisions climatiques ont été partagées. En 2023, un atelier organisé par Alerte Santé sur la feuille de route environnementale a permis de discuter du

mécanisme de production et de diffusion des informations climatiques, mettant en lumière les défis existants.

Aujourd'hui, des bulletins agrométéorologiques et des conseils santé produits par l'ANAM sont diffusés via trois radios communautaires (Kar-Uba à Moundou, Ndarasson dans la région du Lac et Terre-Nouvelle à Bongor). Ces radios établissent également des rapports pour suivre la diffusion.



Ambitions pour le projet phare

La diffusion des données agrométéorologiques et des conseils de santé par les radios communautaires nous a permis de mesurer l'ampleur des besoins des communautés rurales sur l'utilité et l'importance de ces informations. Cependant, nos ambitions de renforcer l'accès à des informations en temps réel ne peuvent se contenter de l'utilisation de ces canaux, et envisageons de mettre en place d'autres mécanismes. Ces ambitions se concrétisent par les axes stratégiques suivants :

- Utiliser les compagnies de téléphonie mobile pour diffuser les données météorologiques par des messages via des points focaux ;
- Mettre en place des programmes de sensibilisation et des ateliers pratiques pour former les représentants des secteurs concernés (santé, agriculture, élevage, pêche, etc.) à intégrer ces informations dans leurs décisions quotidiennes ;
- Renforcer les partenariats entre les institutions publiques, les ONG et le secteur privé.

KEOOGO | Un village one-health pour la résilience des femmes et enfants



Avec des axes thématiques d'action principalement concentrées sur le renforcement de l'utilisation des énergies renouvelables et l'adoption d'attitudes favorables à l'environnement par le personnel et les bénéficiaires, KEOOGO a comme projet phare **l'application du concept One Health dans son village Beoog-Tienbo.**

Pourquoi ce projet phare ?

La conception de ce projet repose sur l'idée qu'un village représente un cadre de vie idéal où il est possible de disposer de tout le nécessaire pour bien vivre : se soigner, se nourrir, se loger, se reposer à l'ombre des arbres ou dans des maisons, et se former. Le village One Health répond à cette vision. Ainsi, le village Beoog-Tienbo comprend plusieurs infrastructures essentielles : le Centre Médical de Keoogo, un centre d'accueil pour les filles et leurs enfants, une école maternelle, un jardin agroécologique, une unité d'élevage et des salles d'apprentissage.

La création du jardin agroécologique poursuit plusieurs objectifs. Il vise notamment à garantir une alimentation saine aux bénéficiaires, grâce aux trois repas quotidiens et à la collation des enfants de l'école maternelle, tout en contribuant à la récupération nutritionnelle. Le jardin offre également un espace d'apprentissage pour les jeunes filles, en promouvant l'agroécologie comme un levier d'autonomisation économique à travers des activités de jardinage. Cette initiative est particulièrement pertinente pour les pensionnaires, dont la majorité provient de milieux ruraux.

Par ailleurs, le jardin participe à la protection de l'environnement en valorisant les déchets pour la fabrication de compost et de biocacy (fumier organique) et en optimisant l'utilisation de l'eau. En plus de son rôle écologique, le jardin constitue un cadre pédagogique qui valorise les filles. Le travail en groupe favorise les relations amicales, développe l'estime de soi, réduit le stress et facilite l'expression personnelle, essentielle pour leur accompagnement psychosocial. Les enfants d'âge préscolaire, quant à eux, apprennent à identifier les légumes et fruits à travers des activités éducatives.

Principales réalisations

L'application du concept One Health au village Beoog-Tienbo, qui accueille et prend soin des jeunes filles-mères et leurs enfants en état de vulnérabilité, vise à



instaurer un fonctionnement écologique améliorant la santé et les conditions de vie des bénéficiaires.

Au village, en plus de la pratique du jardinage agroécologique renforcée par le cycle collectif, l'élevage d'animaux et des activités écologiques telles que des ateliers de recyclage sont également mises en place pour les bénéficiaires. La surface cultivable est estimée à 850 m², clôturée et jalonnée d'arbres fruitiers. Le jardin produit des aliments bio pour garantir une alimentation saine aux pensionnaires, avec un surplus destiné à la vente. Les principales cultures comprennent des légumes feuilles, fruits, légumineuses, tubercules, ainsi que des arbres fruitiers et fertilisants tels que l'acacia et le léchena. Pour maintenir ce jardin, des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte et un polytank pour le stockage d'eau ont été installés, tout comme des fosses septiques adaptées à la production de compost.

Par ailleurs, pour favoriser les services écosystémiques des arbres, près de 160 arbres fruitiers ont été plantés, incluant des manguiers, des goyaviers, des bananiers et des orangers. De plus, les enfants du village participent activement au reboisement en étant responsables de l'entretien d'un arbre chacun.

Ambitions pour le projet phare

Ledit projet a plusieurs ambitions pour assurer la bonne marche du concept One Health. De façon générale, il s'agit de mettre en place un dispositif qui s'apparente à un village, comprenant des maisons pour l'hébergement, un jardin, un poulailler, un Centre d'Éducation et d'Éveil Préscolaire, un centre médical, ainsi qu'un centre d'accueil pour les filles vulnérables et leurs enfants. Un projet d'équipement en boulangerie est également prévu afin de garantir une autonomie financière.

Parmi les ambitions spécifiques, le projet vise à renforcer les compétences des pensionnaires en matière de protection de l'environnement, notamment à travers un volet de promotion de l'agroécologie, afin de sensibiliser non seulement les pensionnaires, mais également la population locale aux bienfaits de ces pratiques. De plus, il entend utiliser l'espace du village comme un support psychosocial, à la fois pour observer les pensionnaires et leur offrir une prise en charge adaptée et de qualité. Enfin, le projet ambitionne d'atteindre une autosuffisance alimentaire pour nourrir les pensionnaires et leurs enfants, réduisant ainsi le coût du panier de la ménagère. Le surplus de production sera vendu aux populations locales.





AMCP-SP | Responsable de nos déchets, de la production à la destination



Dans sa feuille de route, l'AMCP-SP a donné une priorité à **l'amélioration de la gestion de ses déchets, dans ses bureaux et centres de santé appuyés.**

Pourquoi ce projet phare ?

L'AMCP-SP s'est engagée à contribuer au développement durable et à aider les populations à faire face à la crise climatique et environnementale qui affecte gravement leur cadre de vie. Parmi ces défis, la gestion des déchets, en particulier des déchets médicaux, constitue une problématique urgente, notamment dans les Centres de Santé de Référence (C.S.Réf.) et les communautés appuyées.

Les structures sanitaires, conçues pour soigner et guérir, ne doivent pas devenir des foyers de contamination. Pourtant, dans les CSRéf de Dioila et de Fana au Mali, une évaluation de la gestion des déchets biomédicaux réalisée par l'AMCP-SP a révélé de nombreuses insuffisances. Grâce à une checklist et une grille d'évaluation, plusieurs lacunes ont été identifiées : absence de plan de gestion des déchets biomédicaux, formation limitée des agents de soins (seulement 6 sur 26 formés au cours des 12 derniers mois), tri insuffisant des déchets à la source, absence de protocole en cas d'exposition au sang ou aux liquides biologiques, ainsi qu'un manque d'affichages relatifs au port des EPI et aux protocoles de gestion des déchets. De plus, seules 4 unités sur 15 respectaient les consignes de tri (maternité, ophtalmologie, laboratoire et médecine).

Principales réalisations

Les activités ont débuté au siège même d'AMCP-SP par la formation du staff sur la gestion responsable des déchets, avec l'implication de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances. Au cours de l'exercice de suivi de la gestion des déchets, l'équipe a constaté que le contrat précédent en matière d'assainissement avait pris fin, révélant un besoin urgent de combler cette lacune. En réponse, l'ONG l'AMCP-SP a établi un partenariat avec MACROWASTE LTD SARL Mali, une entreprise spécialisée dans la gestion des déchets, notamment le tri à la source et leur valorisation, pour assurer un bon circuit de gestion des déchets du bureau national du projet commun AMCP-SP/ALIMA.

Deux Centres de Santé de Référence (CSRéf) situés à Fana et Dioila ont bénéficié d'une évaluation de leurs systèmes de gestion des déchets. Par la suite, des

formations ont été dispensées aux agents des deux centres sur les techniques de collecte et de gestion des déchets, en particulier des déchets biomédicaux. Ces sessions ont également servi d'espaces d'échanges, réunissant des agents à divers niveaux de responsabilité pour discuter des pratiques et formuler des recommandations pour les étapes à venir.

Parmi les premières recommandations mises en œuvre, les centres ont été équipés de 32 poubelles supplémentaires pour améliorer le tri et la gestion des déchets. En outre, 314 acteurs communautaires issus de 10 villages rattachés aux deux centres ont été formés sur la gestion des déchets et le reboisement. Dans chaque village, un comité de protection environnementale a été créé, accompagné de la plantation de 300 arbres résilients (30 par village).



Ambitions pour le projet phare

Dans le cadre de ce projet phare, L'AMCP-SP a pour ambition de :

- Mettre en place un mécanisme durable et efficace pour la gestion des déchets au niveau du siège de l'AMCP-SP ;
- Intégrer systématiquement des volets liés à la gestion des déchets et au reboisement dans tous les projets et subventions de l'AMCP-SP ;
- Étendre les activités de gestion des déchets aux autres bases de l'AMCP-SP ainsi qu'à celles du projet conjoint AMCP-SP/ALIMA ;
- Promouvoir une gestion améliorée des déchets biomédicaux dans tous les centres de santé de référence (C.S.Réf) soutenus par l'AMCP-SP ;
- Renforcer les activités de sensibilisation et de conseils auprès des localités déjà appuyées pour améliorer la gestion des déchets ;
- Élargir les campagnes de sensibilisation et d'accompagnement à de nouvelles localités à travers le pays.



BEFEN | La reboisement, une priorité pour renforcer les centres de santé



Dans sa feuille de route, BEFEN a choisi comme projet phare de **promouvoir la plantation d'arbres et des végétaux variés, endémiques et résilients**, dans les centres de santé et dans les espaces autour.

Pourquoi ce projet phare ?

Le reboisement, dans notre contexte, consiste à planter des arbres autour des infrastructures sanitaires et au sein des communautés afin d'atténuer les effets du changement climatique, notamment la désertification, la rareté de l'eau, les vagues de chaleur extrême et l'érosion des sols, des phénomènes qui touchent particulièrement les populations locales au Niger.

Cette action occupe une place centrale dans la mise en œuvre des solutions de la feuille de route environnementale de BEFEN. Les raisons qui motivent cette initiative sont les suivantes :

- L'intérêt manifesté par les populations bénéficiaires de nos projets de nutrition dans la région de Niamey. La plantation d'arbres autour des centres de santé répondait d'une part à une demande des mères accompagnantes pour plus d'ombre pendant leurs visites et, d'autre part, à une solution trouvée en collaboration avec le comité de gestion de santé (COGES) pour lutter contre l'érosion éolienne qui menace les bâtiments, notamment en créant des haies biologiques pour protéger les infrastructures ;
- L'accessibilité du projet : planter des arbres est une solution relativement peu coûteuse et facilement réalisable. La mobilisation des ressources humaines pour cette activité a été quasi spontanée et bénévole, grâce à l'implication du COGES, soutenu par l'ONG qui a fourni les plants et l'équipement nécessaire à l'entretien ;
- Le reboisement apporte à la communauté, à moyen et long terme, des avantages environnementaux, sanitaires, économiques, sociaux et culturels.

Principales réalisations

BEFEN a planté 100 arbres dans 7 formations sanitaires de la commune 5 de Niamey. Ces arbres, protégés contre les animaux grâce à des dispositifs spécifiques, contribuent à protéger les infrastructures contre la pression éolienne et l'érosion tout en offrant des zones d'ombre pour les patients. À ce jour, 100 arbres sur les 500 prévus ont été plantés, et un comité dédié au suivi et à l'entretien a été mis en place.



L'hôpital de la commune 5 a également reçu du matériel pour l'arrosage des plantes (tuyaux, seaux) ainsi que des équipements pour protéger les plants, la divagation des animaux constituant un défi majeur pour les actions de reboisement.

Dans une démarche inclusive, les Comités de Gestion de Santé (COGES) et le service environnemental des mairies ont été associés au projet pour garantir le suivi et l'entretien des arbres plantés, en participant à l'identification des sites, à l'arrosage et à la lutte contre les animaux en divagation.

Ambitions pour le projet phare

Notre ambition dans ce domaine est de renforcer et de poursuivre les actions de reboisement avec des objectifs concrets à deux niveaux :

Au niveau des formations sanitaires :

- Planter au moins 100 arbres, en privilégiant les arbres fruitiers, dans toutes les formations sanitaires appuyées par l'ONG ;
- Créer des espaces verts (au moins un par centre de santé) pour améliorer l'attrait et le confort des patients lors de leur passage ;
- Mettre en place ou dynamiser des comités d'entretien des arbres, en veillant à une composition équilibrée et respectueuse de l'aspect genre ;
- Sensibiliser les bénéficiaires des centres de santé à l'importance de la plantation d'arbres en intégrant cette activité dans les initiatives des comités de gestion ;
- Renforcer l'implication des femmes et des groupes vulnérables dans la promotion du reboisement, ainsi que dans la gestion des avantages économiques et sociaux qu'il procure à moyen terme ;
- Récompenser les initiatives de réplication, en partenariat avec les mairies, en attribuant des témoignages de satisfaction aux bénéficiaires ayant reproduit cette initiative dans leurs maisons ou villages.

Au niveau communautaire, notre ambition est de renforcer la résilience climatique des populations dans un contexte nigérien marqué par la désertification et la rareté de l'eau. En promouvant le reboisement, nous visons à améliorer la fertilité des sols, lutter contre la désertification et l'érosion, et préserver les espèces indigènes, surtout au niveau des formations sanitaires, des lieux clés pour des populations vulnérables. Alignée dans un premier temps à nos huit projets de nutrition, cette initiative mobilisera les structures communautaires existantes, notamment les relais communautaires. Les services techniques de l'environnement et les collectivités locales seront impliqués pour assurer la pérennité, le choix des espèces adaptées, l'accès à l'eau et un accompagnement adéquat.



SOS MEDECINS | L'agroécologie au service des jeunes en conflit avec la loi



SOS Médecins a comme projet phare la **promotion des activités agroécologiques** dans les maisons d'arrêt et de correction et les centre de réinsertion sociale appuyés par l'ONG.

Pourquoi ce projet phare ?

L'introduction de l'agroécologie dans les maisons d'arrêt et de correction répond à un constat : bien que des activités agricoles soient déjà menées dans ces établissements, elles ne tiennent pas compte des principes écologiques, malgré leur rôle crucial dans l'amélioration des conditions de vie des détenus. Ces productions agricoles contribuent soit à l'enrichissement des rations alimentaires des détenus, soit à la génération de revenus via leur vente, permettant de répondre à d'autres besoins.

Dans le cadre de sa nouvelle vision environnementale, SOS Médecins Burkina Faso, acteur clé des interventions médicales en milieu carcéral, s'est engagé à accompagner un établissement pénitentiaire dans la transition vers une agriculture écologique. Pour cette première expérience, le choix s'est porté sur le centre d'accueil pour mineurs en conflit avec la loi, situé dans la commune de Laye, à 35 km de Ouagadougou. Ce centre accueille des filles et garçons âgés de 12 à 16 ans, placés par des juges des enfants comme alternative à l'emprisonnement. Chaque pensionnaire y développe un projet individuel de réinsertion sociale (PIRS) visant à faciliter sa resocialisation à sa sortie. Le choix de ce centre et de ce projet phare répond donc à trois objectifs principaux :

- Promouvoir une pratique agricole respectueuse de l'environnement ;
- Augmenter la production agricole pour enrichir la quantité et la variété des choix alimentaires offerts aux pensionnaires ;
- Intégrer l'agroécologie comme compétence clé dans les PIRS, offrant ainsi une opportunité durable et utile pour la réinsertion des jeunes.

Principales réalisations

Les pensionnaires du centre d'accueil pour mineurs en conflit avec la loi, situé à Laye, ont bénéficié d'une formation en production agricole écologique. Cette formation constitue également une opportunité de réinsertion sociale en leur transmettant des compétences utiles pour l'avenir. Les jeunes ont ainsi été formés à l'entrepreneuriat agricole, à la culture hors-sol et à la fabrication d'intrants biologiques.

En outre, un jardin potager écologique a été aménagé sur 1 ha au sein du centre. Dans ce jardin, qui comprend une pépinière, l'enrichissement du sol est fait à partir d'engrais biologiques et du matériel recyclé sert de substrats aux plantes.



Ambitions pour le projet phare

Ce projet représente une phase pilote, à l'issue de laquelle une évaluation sera réalisée pour mesurer l'impact des activités d'agroécologie au centre d'accueil pour mineurs en conflit avec la loi de Laye, ainsi que leur intégration dans les projets individuels de réinsertion sociale (PIRS) des pensionnaires.

Notre ambition est de poursuivre la mise en œuvre du jardin agroécologique au centre d'accueil, avec l'ajout d'un bosquet fruitier.

À moyen et long terme, l'objectif est d'étendre l'agroécologie à tous les établissements pénitentiaires du pays, en remplaçant l'agriculture conventionnelle actuellement pratiquée.



Introduction

Playbook

Études de cas

Moyens

Annexe

Chapitre 4

Moyens

Mobiliser les ressources nécessaires

Chapitre 4 Moyens

Mobiliser les ressources nécessaires

Un engagement réussi en faveur du climat et de l'environnement repose sur la mise en place de moyens divers et adaptés. Ceux-ci incluent non seulement des ressources financières, mais aussi un fort engagement institutionnel et un cadre stratégique clair. Cela implique aussi une communication transparente envers ses employés, partenaires et bénéficiaires, ainsi que des moyens techniques et opérationnels pour assurer l'efficacité des actions. Ce chapitre présente les moyens essentiels identifiés lors de ce premier pilote de cycle collectif, détaillant les leviers organisationnels, opérationnels et financiers permettant aux ONG intéressées d'aller vers un développement bas-carbone et résilient.

Moyens organisationnels et opérationnels : comment s'organiser ?

Engagement institutionnel

Un engagement institutionnel solide est la base de toute action réussie et cet engagement doit se faire à tous les niveaux. Être partenaire de l'Accélérateur implique déjà que l'organisation reconnaît le consensus scientifique sur le dérèglement du climat, l'environnement et des écosystèmes naturels et aligne sa mission sur ces enjeux. Par exemple, ALIMA, avant même de travailler sur sa feuille de route, a amendé sa charte pour intégrer ces enjeux, facilitant ainsi l'adoption de cette démarche à tous les niveaux de l'organisation.

Une feuille de route

Définir une feuille de route ou un plan d'action est essentiel pour ensuite guider les actions de l'organisation, offrant une vision claire de la transition à entreprendre, et facilitant l'engagement des équipes. Certaines ONGs, comme KEOOGO, ont rédigé des politiques environnementales en complément de leurs feuilles de route, insérés directement dans la gouvernance de l'organisation.

Dédier des ressources humaines

Pour garantir le succès de la transition, il est essentiel de désigner des points focaux au sein de l'organisation. Ce rôle centralise les efforts et renforce l'expertise interne. Grâce à une formation continue et pratique tout au long du processus, ces points focaux développent leur capacité à transférer les connaissances et à pérenniser l'action au sein de l'organisation. Il est primordial d'identifier les besoins



en expertise et en renforcement des compétences des équipes. Le Climate Action Accelerator dans le cadre du cycle d'accompagnement a mis en place de nombreuses ressources pour accompagner les organisations à la rédaction et la mise en œuvre de leurs feuilles de route (le chapitre "moyens" y revient plus largement).

Communication interne et externe

La communication est un grand levier pour la réussite et la pérennité des actions. En interne, elle mobilise les équipes et renforce leur adhésion, tandis qu'en externe, elle crédibilise l'ONG et valorise ses efforts. Elle permet aussi de montrer l'impact positif des projets sur les communautés et d'inspirer d'autres acteurs au sein de son réseau.

Sensibilisation des parties prenantes

Une approche complémentaire, qui figure dans toutes les feuilles de route des ONGs du cycle, consiste à mobiliser et à sensibiliser les bénéficiaires et les communautés locales aux enjeux climatiques et environnementaux. Cette sensibilisation favorise une culture partagée d'action et garantit la collaboration active de communautés les plus touchées.

Suivi et évaluation des actions

Mettre en place un système de suivi et d'évaluation est crucial pour mesurer les résultats des engagements et ajuster les actions en fonction des progrès réalisés. Cela permet également de rendre compte des progrès réalisés et de partager les bonnes pratiques et les succès.

Veille réglementaire et politique

Il est également essentiel pour les ONGs de se tenir informées des évolutions réglementaires et politiques en matière de climat et d'environnement, afin d'assurer l'alignement de leurs projets avec les politiques nationales et internationales. Plusieurs ONGs de ce cycle, notamment au Mali et au Tchad, ont intégré leurs cadres nationaux sur le climat et l'environnement dans leurs feuilles de route, afin d'ancrer leurs actions dans un objectif commun. Elles ont également invité les représentants des autorités nationales en charge de l'environnement et du climat aux sessions de validation de leurs feuilles de route, sollicitant ainsi leurs avis et leurs recommandations.

Établir des partenariats stratégiques

Les partenariats avec des acteurs publics et privés, locaux ou internationaux, sont utiles pour obtenir un soutien opérationnel et technique lors de l'implémentation des feuilles de route. Connaître les agences gouvernementales soutenant des domaines spécifiques, comme l'agroécologie ou les services météorologiques, a été fondamental pour plusieurs ONGs. À travers ces collaborations, les ONGs ont pu tirer parti de l'expertise locale pour former leur personnel et adapter les solutions en fonction des réalités, défis et opportunités actuels. Une des principales raisons de l'organisation de l'accompagnement du Climate Action Accelerator sous un format collectif est aussi de mettre en réseau des organisations avec des réalités similaires et leur permettre de fonctionner en intelligence collective.



Moyens financiers : comment mobiliser les ressources ?

La mobilisation des ressources financières demeure l'un des principaux obstacles à l'action pour de nombreuses ONG locales et nationales en Afrique, qui rencontrent des difficultés pour accéder aux fonds, que ce soit en raison d'éligibilité ou de blocages administratifs. Bien qu'il existe un écart général de financement climatique qui atteint aujourd'hui des trillions de dollars, cette lacune est particulièrement ressentie dans les pays en développement, où la nécessité d'adaptation et de résilience face au changement climatique est plus urgente. Dans ce contexte, les ONG locales et nationales doivent continuer de naviguer dans un environnement où l'accès aux fonds reste un défi majeur. Toutefois, il existe des leviers pratiques et des recommandations pour mobiliser les acteurs et bailleurs existants sur cette question cruciale. Ci-dessous, nous présentons quelques outils et stratégies qui peuvent aider ces organisations à surmonter ces défis et à mieux accéder aux financements nécessaires pour renforcer la résilience climatique et mettre en œuvre leurs feuilles de routes.

1

Cibler des bailleurs

En Afrique de l'Ouest, les principaux bailleurs de fonds des actions climatiques jouent un rôle crucial dans le financement des projets visant à atténuer les effets du changement climatique et à renforcer la résilience des populations. Parmi eux, on retrouve des institutions multilatérales comme la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat (GCF) et la Banque africaine de développement (BAD) mais aussi des agences des Nations Unies (Exemple : PNUD et Fonds pour l'environnement mondial (FEM)). Ces acteurs financent des projets principalement à travers des acteurs étatiques comme partenaire principale, toutefois avec des partenaires d'implémentation de la société civile comme des ONGs.

Les agences de coopération bilatérale, notamment celles de l'Union européenne, de la France (via l'AFD entre autres), de l'Allemagne (via la GIZ entre autres), de l'Espagne (avec l'AECID) ou bien encore de la Belgique (ENABEL) jouent également un rôle clé en apportant des financements techniques et financiers ciblés, parfois à travers ses ambassades dans les pays.

Les fondations privées constituent également un guichet de financement pour les organisations au Sahel. C'est le cas de :

- la **fondation Bill et Melinda Gates** : finance des projets liés à l'agriculture résiliente, à la sécurité alimentaire et à l'innovation technologique pour améliorer les conditions des communautés vulnérables face au changement climatique ;
- du **Climate Justice Resilience Fund** qui soutient des projets de résilience communautaire en Afrique de l'Ouest, en particulier ceux dirigés par des organisations locales ;

- **Fondation Mo Ibrahim** qui soutient des projets qui intègrent le climat et la durabilité dans les politiques publiques africaines.

Les multinationales opérant dans des secteurs comme l'énergie, les télécommunications ou l'agro-industrie intègrent de plus en plus des politiques de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) axées sur la durabilité environnementale et sociale. Des grandes entreprises telles que **TotalEnergies**, **Nestlé**, et **Unilever** soutiennent des programmes d'agriculture durable, d'accès à l'énergie renouvelable et de gestion des déchets en partenariat avec des ONG locales. Le groupe Orange en Afrique de l'Ouest soutient des projets favorisant l'accès aux énergies renouvelables, tels que l'installation de solutions solaires pour alimenter ses infrastructures et pour des usages communautaires. Au travers de sa branche finance, des initiatives axées sur l'économie circulaire, comme la gestion et le recyclage des déchets électroniques, contribuant à réduire l'impact environnemental des technologies numériques.



2

Maîtriser les facteurs déterminants pour réussir à lever des fonds

Comprendre la stratégie de financement des bailleurs

Les bailleurs de fonds appartiennent à différentes catégories (publique, privée, autres...), avec des positionnements et des politiques de financement variés. Pour maximiser ses chances de succès, une ONG doit développer une intelligence contextuelle basée sur une veille informationnelle. Cela permet de collecter et d'analyser les stratégies de financement, les priorités, et les critères de sélection propres à chaque bailleur. Concernant les critères de sélection, les bailleurs évaluent plusieurs aspects, notamment :

- L'impact positif du projet en termes de climat, environnement et résilience ;
- Le potentiel de durabilité, qui garantit la pérennité du projet grâce à un modèle économique capable d'assurer une autonomie financière sur le long terme (même en l'absence du bailleur) ;
- L'innovation apportée par le projet ;
- La capacité opérationnelle de l'équipe de l'ONG à mettre en œuvre les actions prévues ;
- L'inclusion et la participation des parties prenantes dans l'exécution du projet.



Ces éléments, entre autres, constituent des facteurs déterminants pour capter l'intérêt des bailleurs et mobiliser des ressources.

Collaborer avec d'autres organisations pour améliorer les chances d'obtenir des financements

Établir des partenariats avec des organisations travaillant dans la même région ou sur des thématiques similaires permet de renforcer les propositions et d'augmenter les chances de succès dans l'obtention de financements. La notion d'intercommunalité et de consortium dans le montage des projets est une approche à ne pas négliger.

En adoptant une approche d'écosystème, les ONG peuvent mutualiser leurs compétences et leurs complémentarités pour répondre à des appels d'offres en consortium. Cette collaboration ne se limite pas à la phase de candidature : elle encourage également l'échange de connaissances et le partage d'expériences lors de la mise en œuvre du projet, optimisant ainsi son impact une fois le financement accordé.

Dans la mesure du possible, les organisations peuvent aussi se rapprocher des cabinets compétents pour permettre d'accéder à des fonds spécifiques comme le Fond Vert Climat.

Développer un projet solide et bien documenté

La création de propositions de projets convaincantes repose sur une recherche approfondie et une bonne documentation. En comprenant bien les besoins et les priorités des bailleurs, les partenaires peuvent adapter leur projet pour démontrer clairement comment il répond à des enjeux pertinents. Une recherche soignée sur les priorités des bailleurs et une bonne présentation de l'impact du projet permettent de renforcer sa pertinence et ses chances de succès. Il est important que l'ONG mette en avant ses capacités et ses connaissances pour démontrer l'alignement de son projet avec les objectifs du bailleur.

Participer à des événements pour établir des contacts

Les conférences, forums et événements de réseautage sont essentiels pour faire connaître son ONG et renforcer sa visibilité auprès des bailleurs. Ces événements offrent des opportunités uniques de rencontrer directement des bailleurs potentiels et d'établir des collaborations à long terme. En sortant de leurs environnements habituels, les ONG peuvent présenter leur expertise, leurs projets et leur impact, ce qui suscite l'intérêt des bailleurs. Les événements sur le climat et les différents enjeux environnementaux se multiplient à travers le monde et sont organisés dans de nombreux pays. Ces événements représentent une excellente opportunité pour les ONG de se faire connaître et démontrer son implication, car les principaux acteurs du secteur y sont toujours présents.



3

Se doter d'un référentiel : élaborer un plan d'action de levée de fonds

Il est essentiel pour toute ONG souhaitant mobiliser des ressources pour ses projets de développer un plan d'action de levée de fonds. Ce plan sert de guide interne, fixant des objectifs de financement clairs, permettant de cibler les bailleurs appropriés et offrant un cadre pour suivre les progrès. Il offre également la flexibilité nécessaire pour ajuster la stratégie si besoin. Ce plan peut aussi être accompagné d'un suivi régulier pour mesurer l'efficacité des efforts de mobilisation de ressources.

4

Mettre en place des mécanismes de suivi robustes

Afin d'assurer l'efficacité de ses actions et d'accroître ses chances de lever des fonds, il est essentiel pour une ONG d'établir des mécanismes de suivi solides. Cela permet non seulement de mesurer l'impact des projets, mais aussi de démontrer aux bailleurs que les fonds sont utilisés de manière transparente et efficace. Les étapes clés incluent la définition d'indicateurs de performance clairs pour mesurer l'impact des projets, un reporting transparent et régulier aux donateurs, et l'utilisation des données pour ajuster les actions en fonction des retours des bailleurs et des parties prenantes.

5

Pour aller plus loin : ressources et guides

1. Quelques répertoires de fonds climat

EN	DEVEX	https://www.devex.com/funding/r
EN	Climate Funds Explorer	https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/climate-funds-explorer https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/climate-finance-bulletin
EN	Development Aid	https://www.developmentaid.org/grants/search
FR	Coordination Sud	https://www.coordinationsud.org/financements/



2. **Guide d'accès aux financements climat** par le Centre de Suivi Écologique et IED Afrique. [Accessible ici](#).

- Ce guide analyse le financement de l'adaptation au changement climatique au Sénégal, cartographie les mécanismes financiers, les intermédiaires et les structures clés.

3. Rapport de **Préparation au financement climatique** du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). [Accessible ici](#).

- Ce document présente un cadre pour comprendre ce que signifie être " prêt à utiliser le financement climatique d'une manière transformatrice au niveau national

4. **Mobilisation des ressources locales : Guide pratique**. Collecte de fonds auprès de donateurs de votre communauté pour renforcer la résilience au niveau local. [Accessible ici](#).

- Ce guide pratique a été élaboré par le Secrétariat du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR), en partenariat avec Change the Game Academy et en réponse au besoin exprimé par les membres de GNDR dans la dernière enquête sur le renforcement des capacités (2018).

5. Note sur **comment les donateurs et les organisations peuvent lever les blocages financiers** pour accélérer la transformation climatique et environnementale du secteur humanitaire par le Climate Action Accelerator. [Accessible ici \(en anglais uniquement\)](#).

- Cette note d'analyse politique conclut un processus lancé en 2023, lorsque le Climate Action Accelerator a réuni des ONGI, la Croix-Rouge, des agences de l'ONU et des bailleurs de fonds pour identifier des solutions permettant de lever les blocages financiers entravant la mise en œuvre des stratégies climatiques et environnementales dans le secteur humanitaire. Les pages 37-38 présentent des recommandations spécifiques sur la manière de faciliter l'accès des acteurs locaux et nationaux au soutien technique et financier.

6. Une **analyse des progrès, des défis et des opportunités sur les engagements des bailleurs de fonds en matière de climat et d'environnement** ([Accessible ici](#)).

- Dans ce rapport, la Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management (Joint Initiative) et le Climate Action Accelerator explorent la manière dont les ambitions et les engagements des bailleurs en matière de climat et d'environnement se traduisent dans la façon dont ils financent l'aide humanitaire.



Introduction

Playbook

Études de cas

Moyens

Annexe

Chapitre 5

Annexe

Ressources et documentations clés



Chapitre 5 Annexe

Ressources et documentations clés

Cartographie des expertises régionaux

Consultez la cartographie des expertises développée par le Climate Action Accelerator [sur ce lien](#). Cette cartographie revient sur les prestataires qui peuvent accompagner les ONGs en Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre certaines de leurs solutions pour aller vers un développement bas carbone et l'accroissement de la résilience de leurs activités. Pays inclus dans la cartographie actuellement: Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Tchad, Sénégal.

Autres annuaires de prestataires de la transition écologique

Agroécologie

- Page "Agroécologie au Sénégal" gérée par "Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES) : [\(2\) Agroécologie au Sénégal | Facebook](#)

Déchets

- Annuaire Association Zéro déchet Sénégal : <https://zerowastesenegal.org/bonnes-pratiques-bonnes-adresses/>
- Annuaire Logistics Cluster sur les compagnies de gestion de déchets et de recyclage au Burkina Faso : <https://logcluster.org/en/document/burkina-faso-waste-management-and-recycling-assessment>
- Annuaire Logistics Cluster sur les compagnies de gestion de déchets et de recyclage au Cameroun : <https://logcluster.org/en/document/cameroon-waste-management-and-recycling-assessment>
- Annuaire Logistics Cluster sur les compagnies de gestion de déchets et de recyclage au Niger : <https://logcluster.org/en/document/niger-waste-management-and-recycling-assessment>
- Annuaire Logistics Cluster sur les compagnies de gestion de déchets et de recyclage au Sénégal : <https://logcluster.org/en/document/senegal-waste-management-and-recycling-assessment>

Construction durable

- Annuaires des professionnelles par Bio Build Africa: http://www.vegetale.com/bba/fr/annuaire_38.html



Thématiques multiples

- Site du Centre Incubateur des Petites et Moyennes Entreprises du Niger : [Start-ups | Cipmen](#)

Inventaire de solutions du Climate Action Accelerator

Pour accélérer le déploiement des solutions climatiques et environnementales, nous construisons une communauté de pratique, en partageant des solutions comme un bien commun universel. Cet inventaire est régulièrement mis à jour avec de nouvelles solutions.

- <https://climateactionaccelerator.org/fr/domaines/>

 Solutions **Transport**

Voyages professionnels
Transport de marchandises
Déplacements domicile-travail
Flotte de véhicules

Achats

Critères d'achat
Engagement des fournisseurs
Produits non alimentaires
Produits alimentaires
Produits médicaux
Emballages

Energie et bâtiments

Consommation d'énergie des bâtiments
Construction et rénovation
Energy renouvelables

Numérique

Usage du numérique
Équipements numériques

Déchets

Gestion des déchets
Déchets dangereux
Déchets non dangereux
Déchets d'équipements électriques et électroniques

Eau

Économie d'eau
Récupération de l'eau de pluie
Toilettes sèches

Ecosystèmes

Pratiques respectueuses de la nature
Renaturer les lieux urbains

Transversal

Ecogestes au bureau – organisation
Ecogestes au bureau – individus
Évènements verts
Sensibilisation du personnel



Faites clic sur la solution ou le domaine de votre choix pour les consulter sur notre site web



Toolkits thématiques

Toolkit bonnes pratiques au bureau (en Anglais)

Toolkit flotte de véhicules (en Anglais)

Toolkit solarisation

Toolkit achats (en Anglais)

Toolkit voyages professionnels (en Anglais)



Faites clic sur le toolkit de votre choix pour le consulter sur notre site web

Feuilles de routes publiées

Depuis sa création, le Climate Action Accelerator a collaboré à la publication de plus de dix feuilles de route climatiques et environnementales. Ces feuilles de route sont conçues pour aider les organisations à faire progresser leurs initiatives de décarbonisation et de résilience climatique.

- Découvrez toutes les feuilles de routes ici : https://climateactionaccelerator.org/fr/feuille_de_route_publiees/
- Découvrez les feuilles de routes des 5 ONGs du cycle collectif ici : <https://climateactionaccelerator.org/fr/les-feuilles-de-route-de-nos-partenaires-en-afrique/>
- Découvrez la feuille de route pour la décarbonation du secteur humanitaire ici : <https://climateactionaccelerator.org/fr/feuille-de-route-secteur-humanitaire/>

Charte du climat

La Charte sur le Climat et l'Environnement pour les Organisations Humanitaires est un ensemble de sept engagements établis pour aider les organisations à réagir systématiquement face à la crise climatique et environnementale. La Charte a été élaborée par des organisations humanitaires pour le secteur humanitaire, et traite des défis et des responsabilités uniques de l'action humanitaire sur le climat et l'environnement. Pour devenir signataire : <https://www.climate-charter.org/fr/>

Bulletins d'information du Secrétariat de la Charte

Le Secrétariat de la Charte publie un bulletin bimensuel pour partager des annonces, des mises à jour, des appels à contributions et à financement, des outils, des opportunités d'apprentissage, des rapports et recherches, des événements et autres informations pertinentes pour les organisations humanitaires, sur l'action climatique et environnementale.

- <https://www.climate-charter.org/fr/declarations/bulletins-dinformation/>



·Déclaration des bailleurs de l'aide humanitaire sur le climat et l'environnement

La Déclaration des bailleurs de l'aide humanitaire sur le climat et l'environnement est une initiative collective des gouvernements et des bailleurs de fonds, qui ont un rôle central à jouer pour faciliter la mise en place d'un environnement plus favorable à un système humanitaire qui prévient, prépare, anticipe et répond aux risques et impacts climatiques et environnementaux. Elle encourage la mise en place de conditions favorables pour une action humanitaire plus durable et soutient le lien entre aide d'urgence et développement, tout en réduisant son impact sur l'environnement. À ce jour, elle compte 27 pays signataires ainsi que l'Union européenne.

Plus sur la déclaration : https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/climate-change-and-environment/humanitarian-aid-donors-declaration-climate-and-environment_fr



Climate Action
Accelerator

Contactez-nous

Chemin des Mines 2

1202, Genève

contact@climateactionaccelerator.org



climateactionaccelerator.org

